

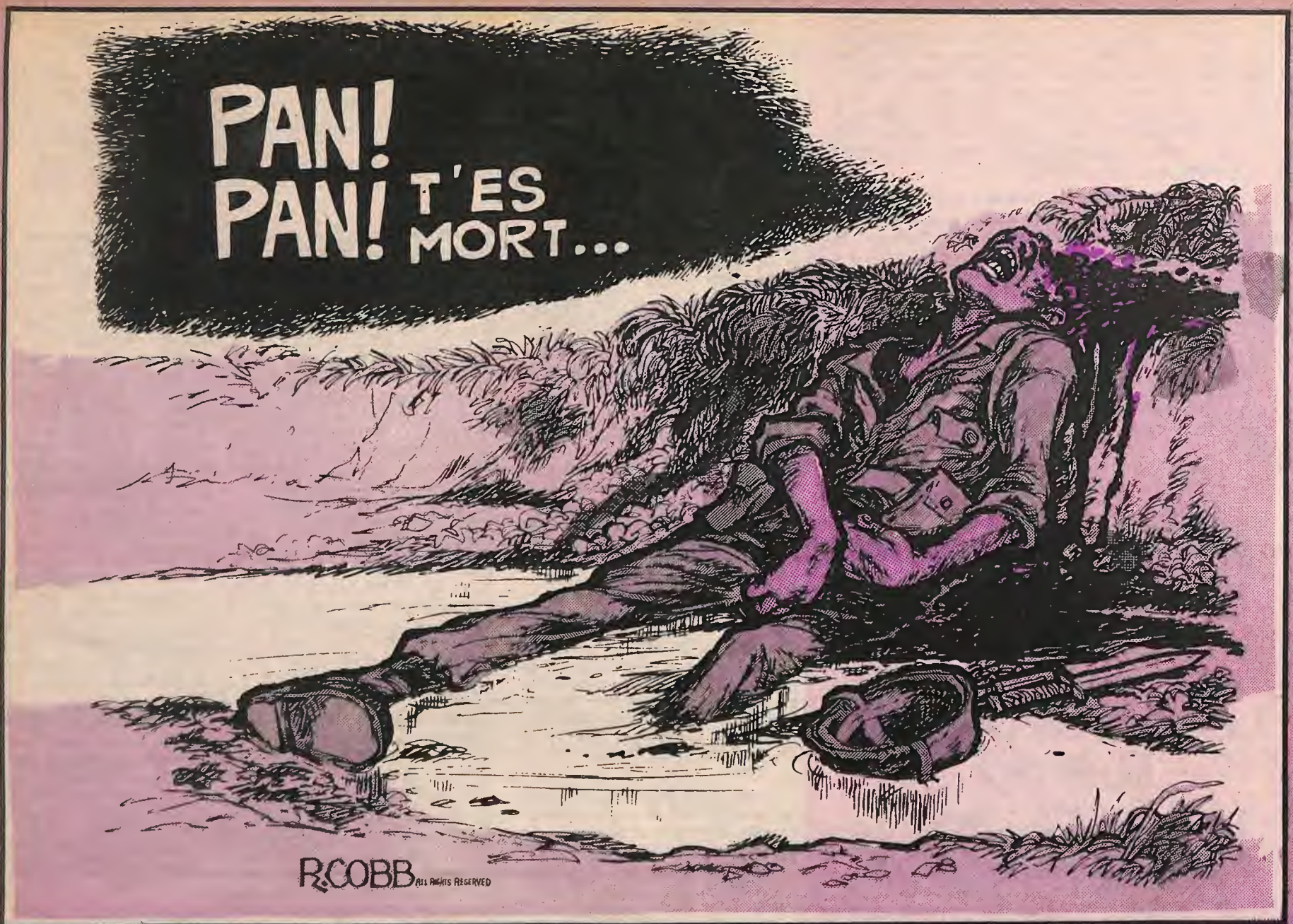
La Gueule ouverte

**SPECIAL
TERRORISME**

Combat Non-violent

Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

Giscard civilise les rebelles africains



R. COBB ALL RIGHTS RESERVED

Giscard désarme en Afrique

PAROLAS à New-York à la conférence sur le désarmement. Actes en Afrique. Et ces derniers sont la vérité vraie de Giscard : rien que pour cette semaine, 1000 paras de la Légion largués dans le ciel de Kolwési, et la deuxième conférence franco-africaine dont l'objectif est de mettre sur pied une « force d'intervention africaine ». Sans parler de la routine des Jaguars au Tchad et au Sahara, sans parler non plus de certains dessous obscurs du coup d'Etat aux Comores.

Et tout cela, bien sûr, au nom de « l'Afrique aux Africains ». Eh oui, figurez-vous : c'est pour que le Shaba appartienne à ceux qui y sont nés, c'est à dire aux Belges, aux Français, aux Britanniques, aux Italiens, etc., que ceux qui nous dirigent n'écourent que leur courage et leur sens de l'abnégation. Moi, je croyais que les « envahisseurs » étaient des gens du coin qui avaient fui à plusieurs reprises en dehors du Zaïre (rien que 220000 l'an dernier, après la première guerre dite « des 80 jours » pour laquelle nous avions si obligeamment prêté nos Transall aux Marocains), ou qui y étaient restés en serrant les poings, parce qu'ils en avaient marre du régime corrompu et sanglant de Mobutu, marre de le voir livrer les richesses de leur terre à la Gecamines et autres compagnies qui n'ont rien d'« africain ». Mais non, je me trompais, l'Afrique n'est peuplée que de « coopérants », à la peau blanche ou noire.

Certains de ces Européens civils sont morts. Je le déplore profondément. Mais quels intérêts, dites-moi, étaient-ils allés, pour la plupart, servir dans cette galère ? Au détriment de qui ?

Il faut savoir oser dire ces choses. L'ancien Katanga de l'ex-Congo belge est le coffre-fort de l'Afrique : il détient la moitié des ressources minières du continent. Et ce sont les multinationales françaises et américaines qui les exploitent. L'expédition du Zaïre est une affaire de gros sous, sous des dehors humanitaires. La mort des « coopérants » aura servi aux intérêts des mêmes, au détriment des mêmes. En fournissant un alibi. Car croyez-vous que les lâchers du 2^e REP n'ont d'autre objectif que de sauver la vie de nos ressortissants ? Hunt, le porte-parole de l'Elysée, a lui-même vendu la mèche, vendredi à 17 heures : il s'agit de combattre les troupes « rebelles » jusqu'à ce que Mobutu soit capable de le faire tout seul, comme un grand.

Comme un grand ami de Giscard qui cherche à s'introduire partout dès qu'il s'agit d'« affaires » africaines; des Belges qui ont investi 800 millions de dollars au Zaïre; des Allemands qui... Au fait, à propos de ceux-ci et du « désarmement » si cher à notre Valéry, connaissez-vous l'OTRAG ? C'est une société d'Allemagne fédérale à laquelle a été concédé un territoire grand comme plusieurs départements français (de France). On y procède à des lancements de fusées dites « atmosphériques » à partir d'une base qui pourrait être d'une grande importance stratégique si les choses allaient mal dans l'Océan Indien. Et où se trouve cette chasse gardée de l'OTRAG ? Dans la partie nord-est du Shaba.

La couverture à laquelle les Belges ont échappé cette semaine :

Les paras belges libèrent une île déserte : 100 morts

Courrier

Futurojustice (bis)

Stammheim, mardi 9 mai, il pleut encore sur la ville. Un nouveau groupe de Français vient assister à l'audience du procès de Klaus Croissant.

Je ne m'attarderai pas sur la nature des mesures policières qui nous sont imposées : Y.B. Civel les a décrites dans le détail dans un des derniers numéros et elles n'ont pas changé. Ces mesures, il ne s'agit pas de les prendre à la légère, elles sont nécessaires à la criminalisation des faits que l'on reproche aux gens qui sont jugés dans ce bunker : une certaine image de marque, en quelque sorte! Elles ont également un effet dissuasif important. Ainsi certains journalistes ont perdu le goût de s'exhiber en caleçon à chaque passage, ils ne viennent plus. A la défense qui proteste contre ces mesures d'intimidation, nuisant à la publicité des débats, permettant un fichage de tous les observateurs, le tribunal répondra que les photographies de papiers d'identité sont détruites à la fin de chaque audience lorsque l'on n'en a plus besoin (il n'a pas précisé l'usage qu'on en faisait pendant l'audience!).

Mardi 9 mai, Klaus Croissant parle : il raconte au tribunal pourquoi il a favorisé le système d'information qu'on lui reproche, il raconte les grèves de la faim successives de ses clients, leurs conditions de détention : il raconte que c'est le seul moyen qui lui

restait d'assurer leur défense.

L'ambiance est attentive, polie de la part du tribunal, n'eût été le décor, on se serait cru à une conférence banale sur un sujet quelque peu technique. Les magistrats connaissent la personnalité de leur accusé et sa compétence : on respecte les formes.

Dans une petite salle attenante, un autre procès se déroule. Le climat est différent : un « terroriste » y est jugé, il est jeune (25ans environ), un peu paumé (qui ne le serait pas dans cette ambiance!), il a un avocat. Thimme risque la prison a perpétuité pour être soupçonné d'avoir participé à l'assassinat de Buback. Des preuves : il a voyagé peu avant l'attentat dans le même compartiment de chemin de fer qu'un des participants présumés, c'est tout! Ici le sérieux de façade n'est plus de mise, on est entre nous, tout au plus trois ou quatre spectateurs hormis les policiers. Le tribunal est cynique, il ironise et ricane, ça vous tord les tripes!

Je suis allé là bas car le procès Croissant représentait un pas important vers le totalitarisme. J'en suis revenu encore plus convaincu : c'est d'abord une atteinte grave au droit de défense que possède (encore!) chaque individu, la tentative de criminalisation des faits reprochés montre, s'il en est besoin que cette érosion des droits de la défense est absolument délibérée (cf. « L'honneur perdu de Katharina Blum »).

J'ai ressenti également de façon

tangible que ce danger n'est pas spécifique à l'Allemagne Fédérale : cet état possède une telle puissance au sein de l'Europe qu'elle peut imposer en France sans grands efforts ses moeurs judiciaires (elle l'a d'ailleurs déjà prouvé pour l'arrestation et l'extradition de Croissant).

C'est pour cela que j'y retournerai même si la compréhension des débats n'est pas toujours facile.

Après avoir discuté avec les avocats de Klaus Croissant, il s'avère que la présence d'observateurs français est utile. Pour Croissant lui-même à titre personnel, pour la défense ensuite et son argumentation, pour le tribunal et l'opinion allemande enfin.

Sur 15 ou 18 observateurs (on ne sait plus au juste qui fait partie du personnel de la maison!) nous étions 9 ou 10 français. Le spectre des interdictions professionnelles fait son effet en Allemagne.

Les avocats pensent que le plus utile serait que la composition du groupe des observateurs soit aussi stable que possible afin d'avoir une bonne connaissance de la procédure.

Il semble aussi que la présence systématique des gens du métier, pratiquant l'allemand, serait également souhaitable. Les avocats demandent enfin que la publicité des débats, dans la presse par exemple, soit assurée quelles que soient les difficultés.

Jean De Barry

A propos de la Boère (GO N°206)

Notre première surprise, en lisant cet article, a été d'y trouver à peu près le même contenu que celui que nous avions lu dans le Monde peu de temps avant. Quel crédit pouvons-nous accorder à la presse dite « contestataire » si elle se met sur le même plan que la presse dite « bourgeoise » ?

Le fait que les membres de notre groupe soient allés à plusieurs reprises, au cours des six derniers mois, participer à la vie de la Boère ou de la Mothe pour essayer de comprendre ce qui s'y vit, n'est pas étranger à notre réaction.

Notre propos n'est pas de reprendre un par un les éléments de l'article qui nous paraissent faux : il nous serait facile de faire une contre démonstration. Présenter les choses de façon aussi manichéenne nous semble manquer de la plus élémentaire objectivité. Nous préférons profiter de cette occasion pour livrer quelques-unes de nos réflexions à propos de la violence, du travail et de la liberté.

La seule violence que nous ayons constatée là-bas s'est déclenchée entre toxicos. Non seulement elle n'est pas instituée comme thérapie mais elle est dénoncée par les résidents eux-mêmes. Elle est une réaction viscérale d'un individu qui n'est pas très clair avec lui-même, comme c'est le cas de tous les nouveaux venus. Quel est celui

qui peut se vanter d'avoir toujours contrôlé ses pulsions agressives? La violence est liée à l'angoisse chez celui qui n'a pas encore trouvé son équilibre.

C'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord sur la vision du travail qui est donnée dans votre article. L'activité physique permet de mieux supporter l'angoisse ; de plus elle laisse l'esprit libre de vagabonder ; elle peut être créatrice, valorisante et aide à reprendre confiance en soi. Nous avons été nous-mêmes surpris devant l'évolution spectaculaire des jeunes que nous avions vus arriver quelques mois plus tôt recroquevillés sur eux-mêmes. Souvent il a fallu pendant les premières semaines les sortir de leur léthargie et les aider à rompre leur isolement (toute vie et lutte qui ne seraient pas possibles sans l'amour, l'amour de l'humain pour ce qu'il est et non pour ce que l'on voudrait qu'il soit).

Et c'est là que se pose le problème de la liberté. Mais peut-on au nom de la liberté laisser faire n'importe quoi ? A partir de quel moment la responsabilité devient-elle un abus de pouvoir ? Comment protéger contre lui-même celui qui a un comportement suicidaire sans porter atteinte à sa liberté ? Et qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'amour à la Mothe, nous y allons assez souvent pour affirmer le contraire.

Evidemment le fait que la vie y

soit structurée peut être ressenti par chacun comme une entrave à la recherche de son identité ; Ce serait vrai si les structures étaient rigides et inamovibles ; ce qui n'est pas le cas. On peut à tout moment demander une discussion et les remettre en question. Mais, dira-t-on, les structures sont-elles nécessaires ? C'est sans doute là le talon d'Achille de la Boère et de la Mothe, à cause du nombre de résidents, et du fait que la majorité d'entre eux sont des toxicos (contrairement à ce qui a été dit) et qu'ils arrivent dans un état grave. L'esprit de « clan » risque de s'y développer.

En ce qui nous concerne, nous sommes conscients du danger de normalisation de l'individu que représente des structures trop rigides. Il existe d'autres formes de communes, celle du CRAP par exemple, qui ne dépasse pas 25 personnes, et préfèrent diversifier leur accueil (autistiques, psychotiques, adolescents, toxicos, etc.).

Il nous semble indispensable que s'établisse un dialogue entre tous ces lieux de vie, afin qu'ils ne restent pas isolés, et démontrent qu'il est possible d'établir des relations humaines vraies où chacun respecte l'autre dans sa différence et l'aime tel qu'il est.

Le Groupe : Béa, Chris., Eric, Francette, Jacques, Mélanie, Sylvain, Ivan.

FACE A L'ETAT ET AUX BRIGADES ROUGES



Photo D.R.

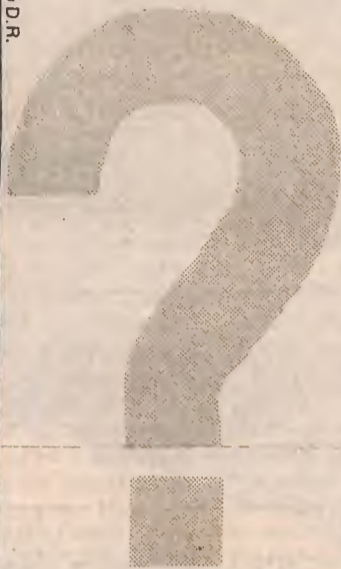


Photo D.R.

LA 'NOUVELLE GAUCHE' S'INTERROGE

La semaine dernière, j'ai téléxé de Rome ce que je pensais des conséquences de « l'affaire Moro » : en exécutant leur « prisonnier », les Brigades rouges ont fait un cadeau à l'Etat. Que celui-ci se renforce, en piégeant un peu plus le parti communiste et au bénéfice de la droite de la démocratie chrétienne, les élections communales partielles des 14 et 15 mai l'ont confirmé : la DC monte à 42,5 %, tandis que le PC dégringole à 27,5 %. La Chambre des députés, d'autre part, vient de voter massivement (par 436 voix contre 56) la transformation en lois des « décrets spéciaux contre le terrorisme » que le gouvernement avait promulgués au lendemain du rapt de Moro.

Je m'inquiétais de voir le champ politique occupé tout entier par la tenaille Etat-BR : quel avenir pour la « nouvelle gauche » italienne, pour tous ceux qui veulent échapper à la logique de l'Etat fort ? Enfin, je ne disais rien des BR elles-mêmes : qui sont-elles, que veulent-elles ? Sur ces deux points, je laisse aujourd'hui la parole à deux de nos amis de là-bas, proches de nous par leurs espoirs et par les formes d'action qu'ils s'efforcent de promouvoir.

Marco Pannella est président du groupe parlementaire radical. Sur ce groupe et le parti radical lui-même, ceux qui nous lisent régulièrement peuvent se reporter à l'article de Marc Thivolle paru le 12 janvier dernier dans le n°192 de la GO. C'est à la terrasse d'un café, sur une de ces merveilleuses petites places du centre historique de Rome, à deux pas du Montecitorio, que je me suis entretenu avec lui le 8 mai, veille de la découverte du cadavre de Moro.

Enrico Deaglio, lui, est directeur du quotidien *Lotta continua* : ce qui était jadis une organisation n'est plus désormais qu'un journal - on verra ci-dessous pourquoi - que l'ouverture de ses colonnes rend précieux. Je l'ai rencontré le 10 mai, lendemain de la mort de Moro, dans l'entrepôt faubourien de la via dei Maggazzini Generali qui sert de local crasseux à LC.

On remarquera l'ampleur des problèmes soulevés par les hypothèses avancées au sujet des BR. Ils sont à considérer avec attention par quiconque veut éviter d'être léger, ou naïf. Mais on sera également sensible aux nouvelles convergences qui se font jour, concernant « l'idée de révolution », entre deux courants aux origines pourtant fort distinctes. Un signe pour des rapprochements à opérer ici, en France ?

Paul Blanquart

LA RAISON D'ETAT CONTRE L'ETAT DE DROIT

Un entretien avec Marco Pannella, député radical :



G.O.- Ça t'ennuie que je t'interviewe ?

M.P.- Non, d'autant moins que c'est un peu un entretien avec soi-même, si les camarades de la G.O. veulent bien le recevoir ainsi.

G.O.- Que penses-tu de cette affaire Moro qui n'en finit plus ?

M.P.- Nous avons toujours dit : Moro est la victime la plus prestigieuse de son propre régime. Un régime fondé sur la violence de l'injustice, de la corruption, du non respect de sa propre légalité. Un régime où la raison d'Etat, la raison d'Eglise et la raison de Parti, donc la raison des pouvoirs ou les raisons du pouvoir fonctionnent contre l'esprit des lois et l'état de droit. Là se trouve la contradiction évidente d'une démocratie politique dont la bourgeoisie se fait le chantre, mais dont elle ne peut être que le renégat. Car tant que cette démocratie politique lui permet de gérer le pouvoir, et selon ses intérêts, elle la respecte ; mais quand ses intérêts sont mis en cause par la capacité de participation prolétarienne, celle du Tiers-Etat si tu veux, elle est la première à y renoncer.

C'est grâce à Moro et à son régime, par exemple, que les 2/3 de la Constitution italienne concernant les droits du citoyen n'ont jamais été appliqués : 30 ans après l'approbation de cette Consti-

(suite de la page précédente)

tution, ce sont les lois fascistes qui continuent à être en vigueur. Cet Etat a trempé dans des affaires de crimes et de massacres dont 280 citoyens ont été les victimes ces dix dernières années. On a su par la suite que les services secrets d'Etat étaient compromis jusqu'au cou : les magistrats en ont arrêté trois fois les responsables, qui ont été relâchés au bout de 20 jours et qui sont devenus parlementaires pour bénéficier de l'immunité. Là où le pouvoir ne respecte pas ses propres lois auxquelles il veut nous contraindre, c'est le chaos, la violence.

L'opposition de Sa Majesté

G.O.- Je me demande si l'Etat n'en tire pas avantage...

M.P.- Je dirai encore plus : le rapt de Moro - ou quelque chose d'équivalent - est nécessaire au système. Si l'alternative de pouvoir ce sont des groupes qui établissent que le terrorisme est nécessaire à son affirmation, la violence du régime en est comme affranchie. Des preuves sont données : ce régime a besoin d'avoir comme opposition de Sa Majesté quelque chose comme les BR. Ça fait dix ans qu'il le recherche : il a essayé de noyauter avec des provocateurs l'extrême droite et l'extrême gauche, les anars, nous, tout le monde.

G.O.- Dans le pouvoir, tu mets aussi le PC ?

M.P.- Sans aucun doute. Certes, le corps social du PC est démocratique, mais le « centralisme démocratique » a la capacité de le contrôler. Il ne faut pas oublier que dans la DC, comme à l'extrême droite, il y a un quotient important de sous-prolétariat, donc un potentiel de prise de conscience prolétarienne. La bureaucratie communiste a plus de capacité que la DC pour maîtriser les contradictions à l'intérieur de la classe.

Il y a quatre ans, c'était le referendum sur le divorce. Le PC n'en voulait pas, parce qu'il ne voulait pas gêner les catholiques. On l'a forcé, et on a gagné. Cette victoire a retardé de plusieurs années le pacte gouvernemental, parce qu'elle a rendu aux gens le sens des idéaux opposés : il ne s'agissait pas d'un problème petit-bourgeois, mais de l'amour de classe. La haute bourgeoisie, elle, pouvait divorcer grâce à la Rote, le tribunal du Vatican. Aujourd'hui, le gros problème était de nous effacer, avec nos projets de referendums (sur l'avortement, etc.), c'est à dire d'empêcher que la base communiste vote avec nous à 80 ou 90 %. Il fallait donc une opposition homogène au système, nous écraser entre des antagonismes choisis. La thèse est : toute la légalité, même prolétarienne, même démocratique, est dans la majorité; toute opposition à la majorité, c'est les BR, le crime, le désordre, l'affrontement armé.

Tout ce qui existe entre les BR et le pouvoir est ainsi contraint à une sorte de clandestinité. C'est nous, les vrais clandestins. Si les BR tuent quelqu'un et lui mettent dans la poche un document politique, toute la presse sort le document. Alors qu'en 15 ans elle n'a jamais donné un document non-violent et libertaire du parti radical. Il faudrait que nous tuions quelqu'un, et alors ça passerait parce qu'ils n'auraient plus peur de nous !

Paris et les Kabyles

G.O.- Les BR, c'est qui ?

M.P.- Plus qu'une analyse, nous formulons à ce propos deux hypothèses, deux types de suppositions. Première hypothèse : il y a le bey d'Alger, par exemple; il y a les Kabyles qui ne sont

pas d'accord et qui font la guerrilla; et il y a la France qui veut pousser son jeu là-dedans. Il n'est pas nécessaire que les Kabyles soient de mauvaise foi et d'accord avec les Français. Il suffit que les Français disent aux marchands d'armes nomades qu'ils peuvent lâcher les armes aux Kabyles; il suffit que les services français fassent savoir aux Kabyles par un nomade que le bey et ses troupes arrivent. Bref, on protège les Kabyles, on les nourrit, alors qu'ils peuvent être subjectivement de bonne foi. C'est l'hypothèse la meilleure. Les Kabyles sont les BR; Alger c'est le gouvernement italien; la France, c'est le pouvoir à la fois multinational, international et national.

Le gouvernement n'est en effet qu'une composante du pouvoir. Et ce pouvoir n'est pas transparent à lui-même : le service créé par Untel a-t-il toujours pleine conscience du rôle qu'il joue; son jeu n'est-il pas, par nature, équivoque, pour ouvrir par ici ou par là ? Disons qu'il peut y avoir une logique de la part du pouvoir, bien qu'à trop la clarifier on risque de « démoniser » les choses. Disons donc - mais c'est grossier - qu'il y a la Trilatérale qui dit : « Il est impossible de maîtriser les problèmes de bien-être, de production et d'ordre sinon à travers le nucléaire et dans un tiers seulement de l'humanité. Donc la démocratie n'est pas apte à sauver l'humanité ». Alors, plus on joue au chaos, plus on peut convaincre tout le monde, et d'abord la classe prolétarienne, qu'il faut un peu d'autorité. Déstabilisation à droite, à gauche, peu importe, on aide ce facteur déstabilisateur. D'autant qu'on sait qu'il n'est pas susceptible d'inventer une technologie de l'autogestion !

Une série de gags

Mais « les Kabyles » peuvent être de bonne foi et ne pas s'apercevoir du jeu pendant un mois, six mois, un an. A la fin, ils ne peuvent pas ne pas se rendre compte que leurs chances sont trop nombreuses pour venir toujours du Bon Dieu. Alors devient subjective la conscience d'une alliance objective. Et j'en viens par là à l'autre raisonnement, à la seconde supposition. Voici quatre ans, tout l'état-major des BR est mis en prison. Pourquoi ? J'affirmais alors que pour un BR label contrôlé il y avait un autre BR engagé par l'Etat : on l'a vu avec le fameux « frère mitrailleuse », infiltré en 1974. Il semble bien que quelqu'un n'ait pas été très content de ces arrestations. On « emprisonne » ces farouches dans une villa de campagne, analogue au siège de la Gueule Ouverte aux Circauds. Un jour, ils s'en « évadent », sans un coup de feu. Grâce à qui ? USA, KGB ? On ne sait pas. Les actions recommencent, on reprend les brigadistes. Le général Della Chiesa, responsable des premières arrestations, déclare : cette fois, c'en est fini des BR. Sous-entendu : je les contrôle. Et voici que ça recommence, et qu'elles ébranlent l'Etat italien, que 50 jours après le rapt on ne trouve rien, etc. Ces 50 jours sont pleins de gags incroyables : par exemple cette histoire de découverte d'un appartement des BR grâce à une fuite d'eau. Après leur découverte, les pompiers téléphonent au ministère de l'Intérieur. Lequel donne l'alerte sur toutes les longueurs d'onde dont nous possédons tous l'écouté, et toutes les voitures de police de

Rome, sirènes ouvertes, convergent là-bas. Trois brigadistes arrivent à moto, voient ça et fichent le camp. Il n'y a pas une police au monde qui, à cette nouvelle, n'aurait dit aux pompiers : « Chut, bougez pas, on arrive... » discrètement. Et des histoires de ce genre, on en a eu tous les jours. Ce qui m'intéresse dans cette affaire, c'est le jeu du pouvoir : ce n'est plus seulement une affaire de « Kabyles »...

G.O.- Que reste-t-il aujourd'hui entre la majorité et ce que tu appelles l'opposition de Sa Majesté ?

M.P.- Il y a d'abord Lotta Continua. J'y vois comme un écho de ce que nous étions voici dix ans, lorsque nous parlions, contre l'extrême gauche pure et dure, des prisonniers communs comme seuls prisonniers politiques, des minorités sexuelles, des drogues, etc. Ce qui est très beau dans Lotta Continua, ce sont les lettres : lettres du désarroi, de l'angoisse et du pleur, lettres de silence. C'est un journal nécessaire. Il y a ensuite les autonomes. Mais ce sont des faits sociaux et non des mouvements politiques.

Enracinés dans le corps

G.O.- Et vous ?

M.P.- Notre démarche, au parti radical, a toujours été inductive. Pas de grand système, de théorie close à partir de laquelle on déduit. Mais quelques convictions, espoirs, amours bien affichés. Et la tentative de donner corps, personnel et collectif, à cela. C'est la première fois dans l'histoire d'Italie

« NOUS DÉFORMONS LA VIE »

Un interview d'Enrico Deaglio, directeur du quotidien *Lotta continua* :



Le BR spiegano la loro aberrante "guerra civile"

Milano. 8 - Attentato alla macchina di un sindacalista alla Sisi-Siemens decalca alla Sisi-Siemens di Milano, rivendicato dal...
Umberto Degli Innocenti che - secondo il volantino - si sarebbe merlettato il soprannome « Mussolini »...
le della collaborazione incondizionata del berlingueriani e dei banzi sindacalisti, che sono diventati stru...

Fatta saltare l'auto a un operaio del PCI della Siemens, ferito alle gambe un medico milanese, ri-

effet à confondre une attitude d'indifférence dans certaines usines et certains secteurs de la population à l'égard des victimes de ces actions, avec un comportement de soutien actif. Prends le cas de la Fiat à Turin : contrairement aux désirs des syndicats, les attentats des BR n'y ont provoqué aucune riposte, aucune grève. Beaucoup disaient : « Je m'en fous, ça ne me regarde pas ». On ne peut voir là un soutien actif à partir duquel se construiraient des bases pour une guerre civile. Dans leur premier communiqué, les BR demandaient le soutien de l'opposition; mais il n'y a pas eu de réponse de la part des jeunes, des chômeurs, etc. Alors, avec qui faire la guerre civile ?

Par contre, si par cette expression elles désignent la formation d'un terrain militaire sur lequel s'affronteraient de petits groupes armés et l'Etat, il y aurait un résultat envisageable : l'apparition d'une rupture dans le PC, provoquée par le refus de la DC de continuer à gouverner avec lui. Les possibilités existeraient alors pour une lutte plus ample.

Une ligne vieille-stalinienne

La position du PC est aujourd'hui très difficile. La DC est à l'offensive sur les questions de gouvernement et menace d'être moins œcuménique. Si le PC veut rester dans le compromis historique, il lui faudra céder un peu chaque jour, édulcorer ses propositions. Le compromis historique va changer de contenu. Au point de départ, dans son idée « philosophique », il devait être un projet de participation populaire, par exemple la rencontre des masses catholiques et communistes, en vue d'actions communes, dans le cadre de comités de quartiers. Maintenant, il va devenir une collusion au sommet, et pour une politique d'ordre public, contre un ennemi intérieur.

G.O.- Les BR, qui est-ce ?

E.D.- On dit beaucoup de choses, mais où sont les preuves ? Par exemple, qu'il s'agirait d'une ligne vieille-stalinienne, où il y aurait des anciens du PC, qui bénéficierait des services secrets de

G.O.- Que veulent les Brigades rouges (BR) ? Et qu'en penses-tu ?

E.D.- Dans leur dernier communiqué, les BR insistent sur l'importance militaire de l'opération Moro. Elles reconnaissent que le procès « populaire » de celui-ci n'a apporté aucune révélation sur des faits politiques qui seraient restés secrets (attentats de droite de ces dernières années, politique militaire des Américains, etc.). L'important à leurs

yeux est d'avoir fait la preuve de leur capacité technique d'enlever pendant 54 jours le président de la DC sans que la police et les services secrets puissent quoi que ce soit contre elles. J'y vois le signe que les BR se constituent maintenant comme une organisation militaire et qu'elles espèrent recruter sur cette base.

Elles disent que leurs actions sont le commencement de la guerre civile en Italie. Position stupide : elle revient en



Photo D.R.

qu'un groupement d'extrême-gauche qui est en même temps socialiste, libertaire et libéral (on pourrait aussi, à la rigueur, le dire chrétien au sens évangélique, mais sans la férocité pour le « bien » de certains christianismes puritains : disons saint François contre Savonarole) vit plus que quatre ans. Par nos actions et nos propositions, nous traversons les partis et faisons l'unité de la gauche à la base. Quand je suis dans la rue, sur les trottoirs, je prétends être comme un poisson dans l'eau. Du reste, nous avons mis le drapeau voici dix ans : nous sommes des hommes et des femmes de trottoir, par notre gestualité, le jeûne, etc. L'extrême gauche classique a essayé de prendre un million de voix au PC : c'est l'hérésie, les schismatiques. Nous, nous avons toujours été majoritaires dans le pays, parce que nous choisissons des thèmes populaires, qui s'enracinent dans le corps, dans les

nuits des gens.

C'est que la culture du peuple est en rupture par rapport aux valeurs qui lui sont proposées. Prends le cas de l'avortement. L'Italie était un pays dans lequel l'avortement était à la fois pacifique et clandestin. Aucun curé n'en parlait, ça n'existait pas. En posant le problème publiquement, nous avons rendu l'individu à la politique. A l'égard des autres partis, les gens sont dans un rapport d'adhésion, d'inscription, de clientèle ou d'indifférence. Nous, nous parlons de ce qui fait vivre et aimer. Nous disons que l'essence de la lutte des classes n'est pas tellement dans l'usine, mais dans l'équivalent de l'usine au cœur même du sommeil, etc. Et puis, nous avons eu une petite trouvaille. Qu'est-ce qu'on était en étant libertaire jusqu'ici ? Je parle bien sûr de liberté-libération, de liberté-lib-

rante, et non de liberté-libérale. On s'est toujours dit que l'homme était bon naturellement, et qu'à un moment il y avait un péché originel, historique : l'organisation. Et l'homme devenait méchant, alors qu'en détruisant l'Etat il recouvrait sa bonté. Ce n'est pas un hasard si tous les réactionnaires, également à l'intérieur de l'Eglise, parlent de « droit naturel » : lorsqu'ils veulent parler de quelque chose qui est contre l'histoire, ils disent « droit naturel ». Ainsi le « droit naturel » est contre le divorce, alors qu'il y a un divorce partout dans le monde.

Saint François gagne

L'anarchiste dit : la corruption est dans la loi, donc pas de loi. Nous avons, nous, affirmé une chose différente : que la liberté n'était pas une condition individuelle mais un produit d'amour, une création sociale. Certains disent : il faut sacrifier un peu de liberté pour se défendre, il faut s'organiser. Pas d'accord : je suis contre le sacrifice. Je dis une chose différente : la liberté étant une création sociale ou n'étant pas, j'ai intérêt à m'organiser selon elle, consciemment, et donc à organiser la création et l'épanouissement de ma liberté intérieure et extérieure. Et donc on arrive à un état de droit. L'amour, la liberté, ce sont des données de 2, 3, 5. Donc il faut que ces 2, 3 ou 5 je les prévois, je les préfigure, et que je fasse que les lois servent. Qu'est-ce que l'état de nature ? C'est le fort qui bouffe le faible, c'est l'endroit de la mort, de la peur, de l'effroi, et non de la vie. La loi seule peut interdire d'interdire. Politiquement, nous avons donc choisi

de pratiquer aussi bien le lit des institutions que celui des individus. C'est le spécifique du parti radical. Le non-violent jeûne pour obtenir le respect de la légalité de la part du pouvoir. Et il gêne ! Si les BR nous tuent, la télévision a tout intérêt à montrer le visage du tué et sa mère qui pleure. Mais elle - donc le pouvoir - n'a aucun intérêt à faire voir saint François, gai, qui jeûne, et qui ne fait de mal à personne, et qui gagne ! Car nous avons toujours gagné sur ces choses.

G.O. - Il me semble que vous tenez des positions institutionnelles qui permettent à la dissidence que vous représentez d'acquiescer une certaine « aire », et qu'en France nous soyons repoussés dans des marges.

M.P. - Le danger est de se constituer en ghetto des purs. Mais la pureté, est-ce l'état de nature, d'enfance ? Sur ce point, et sur celui-ci seulement, je suis plutôt dans la ligne de l'imitation du Christ : l'enfant est plutôt sur la ligne de l'Ancien Testament et de la Renaissance italienne qui, lorsqu'elle fait voir le bleu, le blanc, le pur, montre le patriarcat, Moïse, et pas le bambino, gentil mais sans forme. La pureté est au bout et au dedans de notre façon d'être avec les autres, et non dans l'absence de contact avec les « impurs ». Je ne dirai pas que nous sommes dans l'institution, mais nous affirmons que l'espoir a le droit d'être institution, changeante. Si manger, vivre, aimer, c'est quelque chose de politique, cela a quelque chose à voir avec le droit. Telle est notre approche. Le seul état de droit, c'est celui de la non-violence, de l'autogestion, c'est l'état où l'on n'impose pas

l'URSS. Dans ce cas, nous retrouvons ce que je viens de dire : il s'agit de détruire une image du PC, la ligne du compromis historique. Le PC récupéré dans l'opposition, les BR se présenteraient comme le bras armé d'une opposition d'ancien style. C'est très plausible.

Je pense qu'il existe des liens internationaux. Par exemple, il y a des preuves que les anciens des BR étaient souvent allés à Prague où se trouve un centre extérieur d'anciens militants du PC, et que beaucoup se sont entraînés au Moyen-Orient. Mais on est frappé par le fait que les BR sont obsédées par leur histoire particulière : les morts de leurs camarades, les prisons spéciales, les juges. Je pense que toutes les organisations clandestines en Europe sont en pleine réorganisation. Mais de celle-ci, personne ne sait rien de sûr.

Toutefois, l'image que les BR ont d'une guerre civile semble s'inscrire dans un projet de société qui paraît se réduire au passage de l'Italie du camp atlantique à celui des pays de l'Est. Dans cette perspective, on n'envisage pas d'auto-suffisance économique de l'Italie, ni de rapports privilégiés avec des pays du Tiers-Monde. La Yougoslavie est notre voisine. A la mort de Tito, elle connaîtra des tensions très fortes, il y aura une pression diplomatique et militaire de Moscou sur cette région, l'Italie sera impliquée. Au bout du compte, je vois l'URSS derrière les BR. Celles-ci disent qu'il y a un système impérialiste des multinationales, mais elles ne parlent jamais de l'impérialisme soviétique. Or ce dernier exporte son pouvoir militaire, on le voit ces jours-ci en Afrique et en Asie. Il espère récupérer les tensions qui existent à l'intérieur de son bloc (en Pologne par exemple) par l'ouverture de nouveaux marchés, pour les armes en particulier.

faire monter la non-obéissance

G.O. - Ce serait quoi, pour vous, la révolution en Italie ?

E.D. - Ces dix dernières années, en Italie, l'idée de révolution a été liée

fondamentalement à un gouvernement de gauche. Depuis 1968, les mouvements de masse, les grèves, les luttes dans le Sud, celles des femmes, des étudiants, des chômeurs avaient bâti une possibilité d'amener le PC au gouvernement sur la vague de ces luttes et de ce pouvoir populaire ; puis de conditionner, toujours par la même vague, le comportement du PC une fois parvenu au pouvoir. On le croyait ici, parce qu'on croyait que c'était possible aussi ailleurs dans le monde : au Portugal, en Espagne...

Maintenant, la situation est totalement changée, ici et ailleurs. On a vu en 1977 qu'il n'y avait aucune possibilité pour des mouvements de masse - et cette année-là il y en eut de formidables en Italie, bien plus qu'en 1968 - d'infléchir les positions du PC. Dans la situation de démocratie autoritaire dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, on ne peut influencer avec des mouvements de ce genre un changement au sommet des institutions. Ça a marché pour le divorce, parce que c'était avant. Cette situation est cause d'une crise phénoménale chez les révolutionnaires. C'est du reste pourquoi apparaissent et se développent des groupes armés : puisque tout est bouché, la seule solution est l'attentat, etc.

Il nous faut donc redéfinir l'idée même de révolution, en abandonnant l'idée de l'heure H, de la journée de prise du pouvoir, du changement immédiat. Dans le même temps, il nous faut tenir compte d'apports nouveaux, par exemple de ceux qui nous viennent du mouvement des femmes : sur la nature et les lieux du pouvoir, sur la quotidienneté de la révolution, sur la possibilité de faire monter un état d'insoumission, de non-obéissance partout dans la société. Par exemple, on a dit qu'il y avait en Italie deux sociétés : celle des ouvriers calmes, qui ont le sens de l'Etat, et celle des jeunes, des chômeurs, des femmes. Ces derniers auraient d'autres catégories mentales, ne se référeraient pas à la même morale, etc. C'est faux. Partout, en particulier dans les grandes villes, on trouve une désaffection à l'égard du travail, de la vie que nous fabrique ce type de capitalisme, d'autoritarisme. Il nous

faut contribuer à l'augmentation des phénomènes de résistance organisée, qui vont maintenir une différence substantielle entre l'Etat et ses règles d'une part, et des comportements sociaux tout à fait différents de l'autre. A terme, ces comportements doivent être porteurs d'une production différente, de rapports nouveaux entre la ville et la campagne, qui permettent de ne pas redouter une certaine autarcie économique.

Les grands et les petits morceaux

G.O. - Deviendriez-vous écologistes ?

E.D. - Nous n'en sommes pas encore là, en tant que *Lotta continua* ou mouvement révolutionnaire ! Nous arrivons seulement à des formules comme « travailler moins, travailler tous » qui s'inscrivent davantage dans une perspective de lutte contre le chômage des jeunes. Nous avons cependant de bons rapports de dialogue avec le parti

Photo D.R.



radical. Nous avons une façon très classique de voir la politique, mais nous avons beaucoup changé en observant l'importance de thèmes comme le divorce, les droits civils. Nous pensions qu'on faisait tout avec les salaires, les horaires et le pouvoir, mais le mouvement de l'année dernière nous a ouverts à une nouvelle compréhension.

Il faut dire qu'à la différence d'autres organisations révolutionnaires - en particulier les marxistes-léninistes - nous ne nous sommes jamais considérés comme un parti, si petit soit-il. Ça nous a donné une certaine capacité anti-dogmatique de nous remettre en question. Et ce qui a été pour nous le plus important, ce fut, en notre propre sein, la contestation du mouvement des femmes, lors de notre 2^e congrès, à Rimini en novembre 1976. Elles nous ont fait comprendre que notre économicisme déformait la vie. Au lieu de nous raidir, nous avons dissous l'organisation.

Auparavant, nous avions une vérité, une seule idée fondamentale : l'unité du prolétariat autour du noyau central de la classe ouvrière devait tout résoudre. Aujourd'hui nous pensons qu'il n'y a pas seulement une vérité, une ligne, mais plusieurs possibilités révolutionnaires, des morceaux de transformation qui ne sont pas seulement de et dans la classe ouvrière. S'organiser, c'est maintenant permettre que communiquent entre eux ces petits et grands morceaux de la capacité révolutionnaire. Et il n'est pas nécessaire pour cela de créer un nouveau parti. Celui-ci serait condamné à une involution qui en ferait un petit Etat, avec la violence comme méthode politique, etc.

Aujourd'hui, la révolution technologique du capital dans les pays industrialisés s'accompagne d'une transformation des concepts d'Etat, de démocratie, de participation : c'est la militarisation, le contrôle social, etc. Le terrorisme, celui de la RAF par exemple, en est le miroir exact. C'est à cela que nous devons faire face. Et, puisque tu es Français, je te dirai que c'est à partir de cette nouvelle compréhension des sujets sociaux que nous devons tisser un nouvel internationalisme.

RESERVOIR AUBE

2 000 hectares de forêt et 1 000 hectares de terres agricoles sous les eaux. De l'eau pour la ville de Paris mais, et surtout, pour les tours de refroidissement de la future centrale nucléaire de Nogent sur Seine. Le réservoir «Aube» serait le plus grand lac artificiel d'Europe ! Et vive le progrès !

A la suite des grandes inondations de 1910, de nombreuses études ont été entreprises pour trouver les moyens efficaces de lutter contre le retour de telles catastrophes.

De ces études, on a conclu dans les années 20 qu'il fallait créer un certain nombre de barrages-réservoirs sur l'ensemble des cours d'eau qui constituent le bassin de la Seine. Ainsi ont été réalisés plusieurs ouvrages sur l'Yonne et ses affluents dans le Morvan, puis le réservoir Seine dans l'Aube et du Der dans la Marne.

Il ne reste plus aujourd'hui qu'à construire celui de l'Aube.

Le site choisi se situe en plein cœur du Parc Régional de la Forêt d'Orient constitué par une vaste cuvette argileuse. C'est là déjà qu'il y a une dizaine d'années a été mis en eau le réservoir-Seine d'une surface de 2400 ha. Celui de l'Aube couvrira 3000 ha, soit 2500 ha répartis en 2 bassins et 500 ha pour les aménagements périphériques. Le plus grand lac artificiel d'Europe ! Pour se faire, il faudra noyer 2000 ha de forêt de feuillus (dont de très nombreux chênes) et 1000 ha de terres agricoles.

Ainsi donc, pour lutter contre les inondations, on préfère détruire une vaste forêt, grande productrice de bois, au beau milieu d'une réserve, alors que tout le monde sait depuis longtemps que seule la forêt régularise efficacement les cours des fleuves et empêche le vinement des eaux de pluie.

Officiellement, ce réservoir servira également à alimenter en eau potable la région parisienne. Celle-ci n'en manque pas encore, mais le développement futur de la métropole que le monde nous envie, nécessite de prévoir à long terme. Dix millions d'habitants ce n'est pas suffisant, il faut tabler sur quatorze en l'an 2000. Face à cet état de fait, de quel poids pèsent 3000 ha noyés et la centaine d'exploitants agricoles expropriés ?

Ils pourront toujours aller travailler à Paris ou s'engager dans les C.R.S.

Mais, et c'est un argument non officiel, dont nous avons la preuve maintenant, ce réservoir servira aussi (et surtout !) à alimenter les tours de refroidissement de la future centrale nucléaire de Nogent/Seine. Le débit d'été de la Seine étant actuellement très insuffisant.

Le point actuel:

Ainsi donc, si nous parvenons à empêcher la réalisation du réservoir-Aube, nous interdirons du même coup la construction de la centrale. De plus, nous empêcherons le massacre imbecile de 2000 ha de forêt et la disparition de nombreux emplois utiles.

Le décret d'utilité publique a été publié le 22 décembre dernier, juste avant la mise en application



Photo D.R.

de la loi sur les études d'impact (comme à Flamanville). Il a été fait appel au tribunal administratif de Chalons-Marne le 22 février. Ont été organisées des projections audiovisuelles sur ce problème dans les chefs lieux de canton de l'Aube.

Une association de défense s'est créée regroupant les conseils municipaux des communes dont le territoire sera amputé. Un G.F.A. est en cours de constitution. Mais ce n'est pas suffisant !

Une action est décidée:

Le mois dernier, nous avons été rejoints par le P.S.U. et les syndicats CFDT et CGT des agents forestiers. Aussi, nous avons décidé un grand rassemblement à Radouvilliers le dimanche 4 juin, Journée de l'Arbre.

La veille, le samedi 3 juin, une

manifestation partira à 15H de l'Hotel de Ville de Troyes pour se rendre à la Préfecture. Les agents forestiers, en grève ce jour-là, y participeront en uniforme.

Le dimanche, ceux-ci feront visiter la Forêt d'Orient à des petits groupes de 15 à 20 personnes sur un parcours pédestre de 3 à 4 km. Nous donnons rendez-vous à tous les antinucléaires et les défenseurs de la forêt samedi 3 juin 15H à l'Hotel de Ville de Troyes et dimanche 4 juin à Radouvilliers (près de Briennele château). Des campings seront prévus sur les terrains communaux. Nous essayons d'organiser la bouffe et l'animation. Nous souhaitons la venue de groupes folkloriques, de troupes ou de clowns.

Contre le Réservoir-Aube, à Dimanche.

Les Amis de la Terre de l'Aube ●

ATOMES CIVIL ET MILITAIRE

Ceux qui aiment fureter dans le journal officiel de notre belle République, ont découvert à la date du 6 avril dernier que depuis le mois de mars, «un conseiller pour les affaires nucléaires auprès du ministre de la défense est chargé de la bonne information du ministre dans ce domaine des applications mili-

taires de l'énergie nucléaire et de la mise en condition nucléaire des armées ainsi que dans celui des implications sur la défense des activités civiles en matière d'énergie atomique. (...) «Il est auprès du ministre de la défense l'interlocuteur de principe chargé des affaires atomiques.»

On ne saurait être plus clair ! ●



Photo D.R.

La construction du complexe Tricastin - usine d'enrichissement Eurodif et centrales EDF - est en bonne voie. Disons même que l'usine est presque finie et les centrales bien avancées, en témoignent ces photos qui ont déjà un an. Dans le numéro de mai-juin 77 de notre truculent confrère la **Revue Générale Nucléaire**, J.P. Fontaine, Directeur Départemental de l'Équipement du Vaucluse, et J.P. Roux, Chef de la Mission d'Aménagement du Tricastin, se félicitaient de ce que « l'édification des ouvrages Eurodif - EDF n'a posé pour l'instant aucun problème grave, qu'il soit d'ordre social, juridique ou administratif... »

De fait, on ne peut pas dire que le recours en Conseil d'État contre le décret déclarant d'utilité publique et urgents ces travaux, les ait beaucoup gênés... Les treize associations qui l'ont déposé s'appêtent pourtant à fêter son troisième anniversaire...

EURODIF TRICASTIN

LE LIÈVRE ET LA TORTUE

URGENTS, les travaux de construction de l'usine d'enrichissement le sont assurément, pour qui connaît les problèmes actuels de l'ensemble du programme nucléaire en ce qui concerne l'approvisionnement en combustible. Surtout que, comme chacun sait, ça coince pas mal du côté du retraitement... mais quelque chose me dit que nous en reparlerons bientôt : le Réseau des Amis de la Terre nous mijotant un petit rapport pas piqué des vers... mais passons. Il reste clair que la construction d'Eurodif, moins encore que celle de telle ou telle centrale particulière, ne saurait souffrir de retard, et donc ne saurait s'encombrer d'un excès de légalisme...

Et de fait, il semble bien que la publication de ce décret soit enta-

chée de nombreuses illégalités... sans oublier que, bien entendu, les travaux avaient commencé avant ! Illégalité, dans le choix des commissaires enquêteurs. Illégalité, par l'absence du commissaire enquêteur dans les mairies. Illégalité encore, car le Conseil Supérieur de l'Électricité et du gaz n'a pas été consulté. Illégalité encore... bref, la liste serait trop longue.

Sans oublier toute la contestation, légitime mais sans doute trop peu «juridique» pour être retenue, de la qualification d'«utilité publique» de ces constructions. D'ailleurs, il n'est pas besoin : les illégalités suffisent. Pardon : devraient suffire. Pardon encore : auraient dû suffire.

Le 2 juin 1975 donc, Maître Waquet dépose auprès de la Sec- ➤



Photo D.R.

tion Contentieux du Conseil d'Etat, un recours en annulation du Décret du 2 avril 75 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de l'usine d'enrichissement de l'uranium du Tricastin. Suivent deux mémoires et toutes les pièces. Et depuis (trois ans), rien. Pas de mémoire en réponse du ministère de l'Industrie, pas d'audience annoncée, bien que le Président de la section contentieuse ne soit pas tenu d'attendre plus de quinze jours la réponse de «l'adversaire». Et pas de réponse non plus aux lettres de protestation de M^e Waquet. Il est vrai qu'on ne pouvait guère espérer un jugement rapide, puisqu'aucun recours en «sursis à exécution» n'a été, hélas, déposé conjointement. Et la durée d'attente moyenne en cette matière est d'environ deux ans. Deux, pas trois. Il est vrai encore que le Conseil d'Etat a toujours fait preuve, en matière nucléaire, d'une lenteur exceptionnelle.

On s'explique un peu mieux la chose quand on sait que le Conseil d'Etat n'est pas seulement composé d'anciens membres des Tribunaux administratifs montés en grade, mais aussi, pour près d'un tiers, de «personnalités» extérieures. C'est ce qu'on appelle le recrutement par le «tour extérieur», qui permet au gouvernement de remercier (par décret) de ses anciens membres en leur offrant à la fois un fromage non négligeable (traitement «hors hiérarchie», donc maximum), et une position de blocage qui s'avère bien utile. Ainsi Olivier Guichard, recruté quelques mois avant les élections... on n'est jamais trop prudent...

Quoi qu'il en soit, cette situation pour le moins anormale de blocage des recours antinucléaires, ne fait pas, on s'en doute, le bonheur de tout le monde. Aux dernières nouvelles, certaines des associations de la vallée du Rhône envisageraient de porter plainte contre X pour entrave à la liberté de la justice. Non qu'elles aient encore tellement de confiance dans la justice de leur pays. Mais plutôt parce que cette action - qui n'a qu'un précédent, Malville - aurait sans doute un certain impact et dans la presse locale - autant faire savoir aux gens de quelle façon la justice se fout de leur gueule - que dans le petit monde - en ébullition latente depuis quelques années - de la justice française. On se rappelle qu'en outre à Malville, la simple menace de ce dépôt de plainte avait débloqué la situation - défavorablement bien sûr : le Conseil d'Etat avait, dans les quinze jours, rejeté le recours en «sursis à exécution» des associations écologistes contre le décret d'autorisation de création. Mais au moins, on savait à quoi s'en tenir...

Cédric ●

PILES THERMOS

A travers le projet Thermos (1), le nucléaire se miniaturise et va s'installer au cœur des villes pour leur donner de la chaleur. Avec l'épreuve du temps, on constate aux USA un accroissement des leucémies, et une controverse s'installe concernant le danger des faibles doses de rayonnements ionisants.

Le commissariat à l'énergie atomique réfléchit : Les grosses centrales nucléaires ne transforment en électricité qu'un tiers de chaleur produite. Les deux-tiers restant étant déversés dans l'environnement (cours d'eau de refroidissement ou tours).

Or, en fait, 78% de l'énergie consommée en France est transformée en chaleur... d'où l'idée du CEA de construire des piles nucléaires proches des villes qui ne produiraient pas d'électricité, mais uniquement de la chaleur qui servirait au chauffage urbain.

Du côté technique, cela semble aisé. En effet, à cause du rendement thermodynamique, dans une centrale nucléaire électrique classique, le cœur du réacteur doit atteindre des températures élevées sous des pressions également élevées (Fessenheim: 320°C sous 155 atm.).

Dans le type de pile nucléaire (appelé Thermos) que propose le CEA pour le chauffage urbain, la température sera ramenée à 100°C sous une pression de 9 atm.

Les ingénieurs ont alors beau jeu de dire que leur pile Thermos (puissance de 100 MWther.) est presque sans danger, d'autant plus qu'ils prévoient de l'immerger dans une piscine de 1000m³ d'eau. Effectivement le fonctionnement à basse température et à basse pression permet techniquement d'assurer une meilleure sécurité que dans les centrales PWR. Ces piles doivent fonctionner avec 3,7 tonnes d'Oxyde d'Uranium enrichi à 3,5%.

Le circuit primaire sera à 140°, le circuit secondaire à 130° et le circuit utilisable à 120°. Au cas où il y aurait une fuite radioactive, le circuit secondaire servirait de tampon de sécurité, pour éviter que l'eau radioactive

ne soit répandue dans toute la ville.

FLAMANVILLE Grande Manifestation

Une subtilité préfectorale a permis à EDF de reprendre les travaux sur les falaises de Flamanville, 15 jours après le sursis à exécution du permis de construire.

Ce n'est pas la première fois qu'EDF fait fi des décisions de justice. Ce n'est pas la première fois, non plus, que nous irons manifester sur les rochers qui surplombent le site.

le 28 mai!

EDF a plus d'un tour dans son sac. Non content de faire appel devant le conseil d'Etat de la décision du 28 avril dernier ordonnant un sursis à exécution du permis de construire la centrale de Flamanville, elle estime que les travaux d'abatage de la falaise et de construction d'une plate-forme sur la mer n'ont rien à voir avec le permis de construire. Pas dégonflée, EDF, sûre d'elle même et juste assez cynique pour faire bondir le militant moyen. Le 16 mai, après quinze jours d'interrup-

tion, le travail reprend sur le site à l'exception de la construction de deux digues destinées à protéger la future installation. Si vous voyez une différence quelconque entre enrocher la mer (ce qui est permis) et dérocher la falaise (ce qui est en principe interdit), écrivez vite à Marcel Boiteux, vous avez gagné un abonnement gratuit au tout électrique pendant la durée des travaux.

En attendant un jugement sur le fond du problème, dont on devine aisément l'issue, EDF, si vous me permettez le néologisme, dérocte.

Ce faisant, elle ouvre sans scrupule un immense trou dans la falaise «occasionnant un préjudice qu'il sera très difficile de réparer». C'est pour cette raison là, d'ailleurs, que le sursis à exécution a été prononcé ! C'est à en perdre son jargon juridique. Bornons nous à constater qu'une fois de plus l'Etat/EDF n'a pas besoin de magistrats-pantins pour agir selon son bon plaisir. S'il plaît à EDF «d'érocter», il nous plaira d'éruer notre juste colère le 28 mai prochain en nous réunissant pour la première grande manif antinucléaire 1978. Départ à 15 heures des Pieux en direction de Dièlette-Flamanville.

Le CRILAN qui appelle à ce rassemblement massif et pacifique. poursuit parallèlement son action juridique. Il a fait dresser un constat d'huissier et a porté plainte pour non respect du jugement du tribunal. Le juge d'instruction dira prochainement si la plainte est recevable et donnera éventuellement l'ordre d'arrêter les travaux. La liaison avec la CGT bâtiment est établie. Pour le CRILAN, EDF doit payer ses erreurs et bien évidemment payer les ouvriers qui ne trouveraient pas à se réembaucher. C'est pour ces raisons que le slogan unitaire de la manif sera : *Pour l'application des décisions de justice au tribunal de Caen : arrêtons les travaux de la centrale.*

Sur le site, à jamais détruit, on songe déjà à canaliser le vent qui viendra de la mer. Eole contre EDF, le combat est inégal, il souffle, elle gouverne !

Y-B.C. ●

7

MALVILLE EN GREVE

Depuis début mai le chantier de Malville est stoppé par une grève : 700 ouvriers du chantier de Malville sont arrêtés par la grève de 450 d'entre eux. Ce sont essentiellement des Maghrébins, des Portugais, des Italiens et des Yougoslaves qui se battent sur des revendications salariales ou sur les conditions de travail. Le tribunal de Bourgoin a pris une

ordonnance d'évacuation. On attend donc les CRS ou les gardes mobiles sur le site. Cet arrêt des travaux gêne considérablement la NERSA, maître d'oeuvre des travaux, et la CFDT joue dans cette grève un rôle important. Pour l'instant, les revendications restent corporatistes et les ouvriers ne cherchent pas à faire le lien avec les antinucléaires.

Georges Didier ●

EDF EN QUÊTE D'UTILITE PUBLIQUE

Suite à la proposition d'Enquêtes Publiques concernant le rejet des eaux de refroidissement du futur surgénérateur de Creys-Malville (Isère), à l'appel de l'association de la région de Malville opposée au superphénix, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés devant la mairie de Briord, le 20 mai à 15 heures.

Ils entendaient ainsi, contester le simulacre de consultation que représente cette proposition d'enquête publique. Il n'y a eu ni information, ni débat. L'enquête

n'est ouverte que dans deux communes, Creys (Isère) et Briord (Ain) alors que toutes les communes en aval sont concernées. Bien qu'ils ne se fassent aucune illusion sur l'importance accordée aux oppositions exprimées lors des précédentes enquêtes d'utilité publique (Crusas, etc.), les manifestants ont déposé une pétition dénonçant les insuffisances voir les inexactitudes des informations contenues dans les registres d'enquête. Cette pétition a été remise aux maires de Briord et de Creys afin qu'elle soit incluse dans le rapport.

C'était marqué sur le journal

D'APRES « Le Matin » du 17 mai « plus de deux millions de personnes travaillent de nuit en France. C'est ce que révèle une enquête publiée dans le dernier numéro de la revue BIT (Bureau International du Travail). On se sentira désormais moins seuls dans la nuit de bouclage du dimanche au lundi. La grosse différence c'est que nous savons pourquoi nous ne dormons pas cette nuit-là alors que les 31,5 % des travailleurs postés sont les victimes sacrifiées à la loi du profit : un équipement onéreux doit être rentabilisé le plus rapidement possible et faire tourner une machine 24 heures sur 24 permet bien évidemment d'en tirer le maximum de profit. Night and day... Or l'énergie dépensée en travail de nuit, à rendement égal, est largement supérieure et de plus irrécupérable car le sommeil de jour n'est guère reposant surtout du point de vue mental. Le BIT conclut en disant que les mesures adoptées par la France visant à interdire certaines « formes nocives de travail par équipes » ne sont appliquées que « lorsque cela se révèle absolument nécessaire pour des raisons techniques ». On ne va pas vers le « meilleur des mondes ». On y est.

Il va bientôt falloir mettre des gants pour allumer son poste de radio ou de télé... ITT vient de racheter la société française Isostat, un des principaux fabricants mondiaux de commutateurs, c'est à dire de boutons-poussoirs utilisés par exemple dans les postes de radio pour changer de longueur d'onde. Déjà qu'avec ces gens-là on n'est pas sur la même... Le boycott va devenir un sport difficile et de plus en plus subtil.

Et la dissidence un passe-temps de plus en plus dangereux. Youri Orlov qui vient de se prendre 7 ans de goulag en sait quelque chose : avec les cinq ans d'« exil intérieur », le tribunal de Moscou a appliqué à ce physicien de 52 ans la peine la plus sévère prévue par la loi au terme de l'accusation de « propagande anti-soviétique ». Tout ça pour avoir fondé en 1976

va bon train : « sur les traces de la police allemande, les autorités judiciaires belges ont diffusé des émissions à la télévision pour demander au public de participer à la chasse aux assassins du baron Bracht » (« Le Monde » du 14-15 mai)... L'initiative a soulevé une tempête de protestations, ce qui n'empêchera certainement pas une avalanche de dénonciations d'atterrir sur les bureaux de la police judiciaire belge. Ce genre de méthodes rappelle à beaucoup celles de « l'occupation nazie en Belgique et encore en vigueur dans certains pays dictatoriaux ».

En France Mesrine court toujours et Peyrefitte en profite pour prendre 8 nouvelles dispositions pour « renforcer la sécurité à l'égard des détenus dangereux » (« Le Monde » du 19 mai)... Sans voir, ou plutôt sans vouloir voir que ce sont justement ces « quartiers de haute sécurité » qui rendent dangereux ces mêmes détenus. Gare à nous le jour où nous serons décrétés dangereux pour la sécurité de l'Etat !

Michel Droit, sur France Inter, en profite pour cracher sur l'éditeur (suivez mon regard) qui publie les bouquins de Mesrine tout en y ajoutant un petit couplet « anti-communiste plus que primaire » : en France, pays de la démocratie, la publication d'ouvrages est libre alors qu'en pays communiste, l'Etat est tout puissant en matière d'édition. Michel Droit n'a pas peur des contradictions et passe ainsi maître dans l'art de faire « d'une pierre deux coups ».

Bon les copains j'enfile une veste de scène de Cloclo achetée jeudi après-midi au pavillon de la Bergerie, j'allume une gauloise verte (quel compromis écolo-historique !) et j'allume la télé pour me changer les idées...

Gégé ●

le «groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki». Pourtant le mot Helsinki n'a pas été prononcé au cours de la lecture de l'acte d'accusation. Belle prouesse de la part du procureur. Avec la récusation des témoins de la défense le gouvernement soviétique a prouvé qu'il ne reculerait devant rien pour sauvegarder sa toute puissance. Vive le socialisme à la soviétique !

Dans le même numéro du « Matin » (19 mai), j'ai failli pleurer d'émotion en voyant la photo du para belge embrassant sa fiancée. Ça, c'est de la « une », coco !

Chez nos amis belges, la délation

le ramasse miettes

EDF-CEA: "LE SOLAIRE, C'EST NOUS!"

Un «commissariat à l'énergie solaire» a été créé par un décret n° 78268 du 9 mars 1978. C'est un établissement public scientifique et technique à caractère industriel et commercial.

Il est placé sous l'autorité du ministre chargé de l'énergie, et est géré par un conseil d'administration composé de :

- un président, nommé pour 3 ans par décret au conseil des ministres.
- le directeur général d'Electricité de France (1)
- l'administrateur général délégué du Commissariat à l'énergie atomique (11)
- le directeur général du Centre national de la recherche scientifique
- le directeur du Centre scientifique et technique du bâtiment
- quatre personnalités qualifiées (?) nommées par décret.

Le conseil des ministres du 15 mars 78 a nommé président du Commissariat à l'énergie solaire Henry Durand, ingénieur civil des mines, âgé de 50 ans, qui a déjà fait carrière dans le groupe Saint Gobain, le groupe CGE, le groupe Radiotechnique, le Laboratoire d'Electronique et de Physique appliquée (groupe Philips). Joli palmarès, non ?

Le Commissariat à l'énergie solaire dispose de ressources... et peut apporter son concours financier ou technique aux personnes publiques ou privées dans la mesure où les études, recherches ou investissements entrepris par ces personnes se rapportent à l'énergie solaire ou à son utilisation.

SOURCE : «Le Moniteur des Travaux Publics» cité par J. Loubes, 9 av. de Barèges 64000 Pau.

QUEBECOLOGIE



LE MANIFESTE ECOLOGIQUE QUEBECOIS : TOUT UN PROGRAMME POUR NE PAS ÊTRE UN PROGRAMME

Un manifeste, un colloque, un groupe parmi cent autres et un voyage... Et d'abord, le Manifeste: réalisé après consultation et critique permanente de la part d'une trentaine d'individus impliqués à différents niveaux de la mouvance écologique québécoise, c'est le «Manifeste Ecologique Québécois».

Tout sauf un programme, justement.

L'idée en avait germé l'Automne dernier, et l'équipe constituée autour de Michel Jurdant (voir dossier «Québec», G.O. N°197 du 16.2.78) a pondu plusieurs versions successives. Instructif, ce cheminement: les origines «légitimatrices» écologiques au sens strict (gestion patrimoniale des ressources naturelles et de l'espace) se sont peu à peu estompées au profit de ce qui apparaît aujourd'hui le gros morceau: les problèmes enracinés dans la vie quotidienne, le mode de vie, la dépendance de l'individu aux institutions de pouvoir, et -renvoyées par le miroir de l'utopie sociale- les perspectives d'autogestion, d'autonomie, de responsabilité individuelle et éco-llective*...

C'est, à ma connaissance, la première fois qu'un mouvement écologique se donne comme fondement un ensemble de textes qui ne soit ni une bible, ni un programme qui articule dès le premier instant projet de société et pratique sociale quotidienne. Rien d'étonnant à ce que la question du travail y figure en bonne place!

(Nous publierons prochainement quelques extraits de ce manifeste, non pas à titre d'«exemple à suivre», mais pour se donner les moyens de réfléchir et de suivre au fur et à mesure l'évolution des «écolos d'icitte»)

Ce manifeste, c'est en principe l'un des points fondamentaux qui seront discutés les 9, 10 et 11 Juin prochains à Québec, à l'occasion du grand «Colloque Ecologique» annoncé voici plusieurs mois, et qui rassemblera la majeure partie de ce qui, au Québec, voit dans l'Ecologie le moteur privilégié de l'évolution sociale des prochaines décennies: agro-bios, vélorutionnaires, écolos de quartier et associations de défense, communes autogérées, scientifiques et fonctionnaires motivés, femmes et taulards, de partout et ... peut-être d'ail-

leurs (jusqu'ou ira l'expansion de conscience?!). Comptendu de cette réunion dans quelques semaines.

Dans l'immédiat, eh bien, il semble que ce soit la grande forme: une centaine de groupes se sont créés depuis un an dans la Belle Province (2 par semaine!); des problèmes de structure, d'organisation: ça commence; de leaderisme individuel ou territorial, apparemment point... mais allez savoir!

Prenons par exemple le tout nouveau groupe des «Amis de la Terre Québec» (ville), créé autour de et avec M. Jurdant, F. Tanguay, A. Delisle, M. Belleau & Co... Le rôle que ce groupe est appelé à jouer par rapport à l'ensemble du mouvement dépendra au moins de la personnalité de ses membres que des axes et thèmes de réflexion et d'action qu'il s'est donné: «pourquoi, et comment et avec qui donner une expression politique au mouvement écologique?» Et puis la question énergétique: démontrer la crédibilité d'un autre possible, faire pression sur le pouvoir et expérimenter l'alternative. Enfin, préparer avec les autres mouvements sociaux l'émergence d'un nouveau projet politique; ce qui pourrait se résumer en quelque chose comme: «convergence pour une nouvelle gauche»...

Cela aura-t-il un sens? Attendons donc un peu pour voir si, par rapport aux expériences que nous avons vécues de notre côté, la trajectoire québécoise confirme ou remet en cause les intuitions et les analyses que ces dernières années ont engendré.

Un voyage, enfin: celui qu'un groupe de 25 personnes effectuera en France du 23 Mai au 13 Juin, sous l'égide de l'Office Franco-Québécois. Thème officiel: les énergies nouvelles. Mais sachez que les éléments de ce groupe sont en bonne part des militants ou sympathisants du mouvement écologique québécois, et qu'ils ont bien l'intention de mettre ce voyage à profit pour nouer et entretenir des liens avec «nous-autres». Itinéraires prévus: pour l'essentiel, une trajectoire Paris-Odeillo... avis à ceux qui pourraient souhaiter la faire dévier un tantinet. (Renseignements: téléphoner le soir au (1) 250 99 68)

E. de Severac ●

*facile, facile!



Cette illustration, comme celles que vous avez reconnues dans le journal, est issue d'un très bel album « Une biographie » de Chumy Chumey (Editions Solin, 29 F). Ne dépare pas les bonnes bibliothèques.

DESARMEMENT ?



«Les conséquences d'un perfectionnement incessant et rapide de la technologie militaire et le besoin urgent qui en résulte de faire progresser les négociations sur le désarmement, exigent que l'information sur ces problèmes ait une audience aussi large que possible. Ceci est plus particulièrement important aujourd'hui parce que la session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU qui se tiendra en mai-juin 1978 sera consacrée au désarmement.»

C'est par ces mots que M. Frank Barnaby, Directeur de l'Institut International de Recherche pour la Paix (SIPRI), présente la dernière brochure de son organisme dont nous publions ici de larges extraits.

D'après les estimations du SIPRI, les dépenses militaires mondiales s'élèvent environ 400 milliards de dollars par an (environ 2000 milliards de francs). Entre les années 50 et 70, les dépenses militaires ont pratiquement doublé (1). Si cette tendance continue, en l'an 2000 les dépenses militaires mondiales s'élèveront à plus de 5000 milliards de francs. Cette somme représente un peu plus de la moitié du produit national brut des USA en 1977 et elle est à peu près égale au PNB de l'URSS et du Japon réunis. Il est difficile d'imaginer que les dépenses militaires atteindront effectivement ce chiffre. Cependant, si l'on s'en réfère à l'expérience passée, il est également difficile d'imaginer ce qui pourrait l'en empêcher. Les sommes dépensées dans le monde pour les activités militaires sont tellement énormes que leur ampleur même les rend difficiles à appréhender.

La comparaison avec d'autres chiffres peut contribuer à les mettre en perspective. Les gouvernements dépensent moitié plus pour les problèmes de défense que pour l'éducation ou les problèmes de santé.

Une autre caractéristique importante des dépenses militaires mondiales est la part constamment croissante des pays du Tiers-Monde. En excluant la Chine, la part des pays du Tiers-Monde est passée d'environ 6% en 1967 à environ 15% en 1977.

(1) Certains des résultats cités ici sont tirés d'un article publié dans le Bulletin of the Atomic Scientist de mai 1977.

De désarmement, il va être beaucoup question dans les semaines à venir, mais par delà les mots, quelles décisions importantes seront prises? Que pouvons-nous attendre de gouvernants qui se donnent bonne conscience en parlant de paix, mais continuent à s'armer et à armer les autres nations pour satisfaire à la logique capitaliste?

En tout cas, quels que puissent être les résultats de l'Assemblée Générale des Nations Unies, nous savons déjà qui sont et seront les principales victimes du «jeu atomique»: les populations civiles. C'est donc à elles, dès aujourd'hui, de prendre les moyens d'affirmer leur refus du génocide que nous préparent les crocodiles réunis dans un palais de verre new-yorkais.

On sait très peu de choses sur les conséquences économiques et sociales de ces dépenses, mais on peut affirmer sans grand risque qu'une réduction significative des dépenses militaires du Tiers-Monde serait souvent favorable à leur développement. D'autre part il est peu probable que les pays industrialisés augmentent notablement leur aide économique au Tiers-Monde tant que leurs budgets militaires ne seront pas réduits. Ceci est d'autant plus vrai qu'il n'existe en général aucune source officielle importante pour ces fonds de développement.

Les dépenses militaires importantes réduisent le commerce mondial et augmentent l'inflation. En contribuant à élargir l'écart entre les pays riches et les pays pauvres, il est vraisemblable que les dépenses militaires sapent la sécurité même qu'elle devrait apporter. De nombreux économistes prévoient qu'une nouvelle et importante récession économique pourrait frapper les pays industrialisés occidentaux dans les années 80. Une telle récession, susceptible de conduire à des troubles sociaux et politiques serait peut-être évitée -ou tout au moins réduite- par une réduction draconienne des budgets militaires.

En dépit de son importance financière, le gaspillage majeur est peut-être encore celui des ressources intellectuelles absorbées par les activités militaires. Le nombre de savants employés dans les activités militaires est particulièrement inquiétant. Dans le monde entier, plus de la moitié des physiciens et ingénieurs dont les activités sont orientées vers la recherche et le développement travaillent

sur des problèmes militaires. La condition humaine pourrait être considérablement améliorée si ces savants consacraient leurs efforts à des buts pacifiques.

le développement des armes nucléaires

Certains développements qualitatifs tant des armes nucléaires tactiques que des armes stratégiques offensives et défensives peuvent donner l'illusion qu'une guerre nucléaire peut-être à la fois engagée et «gagnée». Par suite, aussi bien aux USA qu'en URSS, les groupes qui admettent la possibilité d'une guerre nucléaire pourraient accroître leur influence politique. Savoir que ces illusions s'avèreront fausses si elles sont mises à l'épreuve des faits est une piètre consolation. Certaines armes nucléaires stratégiques développées ou en cours de développement sont hautement déstabilisatrices, en particulier: les armes balistiques de haute précision, les lanceurs mobiles des missiles balistiques intercontinentaux (2) et les missiles de croisière à long rayon d'action qu'ils soient lancés de terre ou de sous-marins.

Les missiles intercontinentaux à lanceur mobile sont des armes impressionnantes. Par exemple le missile MX projeté aux USA dont le coût serait de l'ordre de trente à cinquante milliards de dollars (150 à 250 milliards de francs NDLR) transportera probablement entre 7 et 14 bombes de 200 Kilotonnes auto-manœuvrables (3) avec un cercle d'erreur probable de quelques dizaines de mètres. Les missiles balistiques mobiles ne sont

pas seulement déstabilisateurs de l'équilibre stratégique existant entre les USA et l'URSS, ils peuvent également compliquer sérieusement les pourparlers futurs sur la limitation des armes stratégiques, comme le missile de croisière complique aujourd'hui les négociations en cours pour le traité SALT II

L'URSS accroît également la précision de ses armes stratégiques nucléaires et a développé un missile stratégique intercontinental à lanceur mobile: le SS-X-16. Un missile balistique de portée intermédiaire à lanceur mobile (le SS-20) du type MIRV (4) est déjà mis en place. Selon des sources américaines, une nouvelle génération d'ICBM est déjà en cours de développement et devrait être mise en place dans les années 80. De nombreuses discussions ont eu lieu, en particulier en Europe, sur les conséquences du déploiement par l'OTAN d'armes nucléaires à rayonnement accru et à effets thermiques et explosifs réduits. Ces bombes dites «à neutron» sont des armes nucléaires conçues pour le champ de bataille contre les équipages de véhicules blindés qui sont mis hors de combat ou tués essentiellement par rayonnements ionisants. L'intérêt inhabituel du public pour ces armes est peut-être suscité par l'aversion générale que provoque les rayonnements ionisants. Toutefois, la signification majeure du déploiement s'il survient, de ces armes à rayonnement accru pourrait bien être de montrer l'acceptabilité croissante de l'idée de guerre nucléaire. Une telle arme réduirait la distinction entre les armes nucléaires et conventionnelles et, par suite, abaisserait le seuil d'utilisation des premières.

L'écart entre les armes nucléaires et conventionnelles, en termes de puissance explosive, pourrait être également réduit par le déploiement d'armes conventionnelles nouvelles. L'attention portée aux armes nucléaires fait méconnaître les progrès considérables réalisés dans le domaine des armes conventionnelles. L'une de celles-ci est constituée par le FAO (Fuel Air Explosive) ou combustible explosif aérien. En explosion aérienne l'oxyde d'éthylène utilisé dans les FAO a des effets destructeurs équivalents à plusieurs fois son poids en TNT. Des recherches sont en cours pour augmenter encore la puissance des FAO qui deviendraient alors des armes redoutables: dans les missiles de croisière par exemple.

menace de prolifération nucléaire

En avril 1977, le Président Carter annonçait sa politique visant à ralentir la prolifération des armes nucléaires. Dans ce but il ajournait indéfiniment les ventes d'usines commerciales de retraitement des combustibles nucléaires usagés et de recyclage du plutonium. Une plus grande priorité doit être accordée, selon lui aux réacteurs surgénérateurs ne dépendant pas du plutonium comme combustible et l'utilisation commerciale des surgénérateurs est reportée indéfiniment. Toutefois de nombreux pays, parmi les



Photo D.R.

DES ACCORDS INEFFICACES ?

Les accords existants sur le contrôle des armements ont apporté une contribution certaine à une meilleure compréhension internationale et, parfois, ont permis de réduire la méfiance et d'améliorer les relations entre les nations. Ils ont cependant échoué sur le point essentiel: la course aux armements n'est pas arrêtée et le potentiel militaire des états n'est pas réduit. De plus, ils n'ont libéré aucune ressource pour le développement social et économique. Le choix des mesures ne se fait pas au hasard. Dans de nombreux cas, les armes ou activités interdites avaient peu (ou pas) d'importance militaire. Les négociations sur le contrôle des armements par petites étapes indépendantes les unes des autres se sont avérées inefficaces. Cet échec suggère le besoin d'une approche plus globale.

On peut concevoir des mesures de désarmement globales par «ensembles» équilibrés. Ces ensembles pourraient comprendre des réductions quantitatives directes, des limitations qualitatives des armements conventionnels ou non, et des restrictions sur le déploiement et le transfert des armes.

Une telle approche intégrée du désarmement pourrait améliorer la sécurité des états d'une manière plus équitable et donner de meilleures garanties contre des avantages unilatéraux qu'un contrôle pièce à pièce des armements. Ceci implique que l'accent soit mis sur des négociations multilatérales. Les Nations-Unies fournissent un cadre naturel à ces négociations vitales.

Les négociations en cours

La deuxième étape des «Négociations sur la Limitation des Armes Stratégiques» (SALT II, Strategic Arms Limitation Talks) vise essentiellement à des limitations quantitatives égales du nombre des vecteurs nucléaires stratégiques américains et soviétiques.

Toutefois, la signification réelle d'un nouvel accord SALT devra être mesurée plus par son impact sur les aspects qualitatifs que quantitatifs de la course aux armements nucléaires.

Les négociations à propos d'une «Convention sur les Armes Chimiques» pourraient bien n'aboutir qu'à une interdiction partielle, essentiellement par l'existence des problèmes de vérification.

La «Convention sur les Armes Radiologiques» en cours d'étude entre les USA et l'URSS sera de peu de valeur -si même elle en a- du point de vue du contrôle des armements, si l'interdiction à laquelle elle aboutit ne porte que sur les matériaux radioactifs non-ex-

plosifs. Il est bien connu que l'utilisation de tels matériaux en temps de guerre est trop compliquée et dangereuse pour être militairement intéressante.

Les pourparlers de Vienne sur la «Réduction des Forces et Armements en Europe Centrale» pourraient éventuellement conduire à une légère réduction des effectifs. De toute manière, certaines réductions sont pratiquement inévitables du fait des restructurations et des progrès dans la mobilité.

plus avancés dans la technologie nucléaire, fondent leur programme énergétique sur le plutonium comme combustible et un certain nombre d'entre eux possèdent déjà des usines de retraitement. De telles usines de dimensions industrielles existent déjà en Belgique, en France, en RFA, en Inde, au Japon, aux USA et en URSS.

Depuis 1975, un groupe de pays fournisseurs de matériel et d'équipement nucléaires ont tenté d'établir des règles pour minimiser les risques de détournement à des fins militaires du matériel et de l'équipement nucléaires importés. En Septembre 77, les exportateurs nucléaires de ce «Club de Londres» adoptaient certaines «règles de conduite» vis à vis des pays importateurs. Ces règles concernent uniquement la sécurité des matériaux et équipement nucléaires importés et n'incluent pas le matériel et les moyens propres des pays importateurs. Certains membres du Club ont adopté une politique d'exportation plus restrictive et n'exportent qu'aux membres du Traité de Non-Prolifération ou tout au moins à ceux qui acceptent les règles de sécurité pour toutes leurs installations. Cependant le fait que certains pays n'ayant pas accepté le traité de non-prolifération soient soumis à des règles moins restrictives constitue une absurdité. L'existence même du club de Londres révèle les faiblesses du Traité de Non-Prolifération comme moyen de réduire cette prolifération.

conclusions et propositions

Le désarmement et le développement économiques sont des objectifs importants de la communauté internationale qui méritent d'être poursuivis avec la plus haute priorité. Il devrait être possible et peut-être même nécessaire de les associer d'une manière systématique pour augmenter les chances de les atteindre simultanément. Cependant, il ne serait pas raisonnable de créer une situation dans laquelle le développement accéléré dépendrait du succès du désarmement. L'espérance de «retombées» importantes du désarmement pourrait même rendre encore plus difficile le démarrage de l'important effort requis pour éviter que ne s'accroisse l'écart entre le revenu par habitant dans les pays riches et les pays pauvres, encore moins la réduction de cet écart.

Si le désarmement et le développement doivent être associés plus systématiquement, la première priorité doit être une connaissance plus approfondie des conséquences socio-économiques des problèmes d'armement et de désarmement: nous devons en apprendre beaucoup plus à ce sujet.

L'un des obstacles les plus importants à un désarmement de grande ampleur est probablement la crainte du public qu'un désarmement notable engendrerait le chômage et une chute des niveaux de vie. Des études sérieuses sont nécessaires pour montrer comment les ressources utilisées actuellement pour les armements pourraient être employées à des fins pacifiques et en particulier au développement économique.

(2) ICBM: Intercontinental Ballistic Missile, missile balistique de portée intercontinentale.

(3) MARV: Manoeuvrable Re-entry Vehicle. Après les MRV à bombes multiples et les MIRV à bombes guidées indépendantes, les Marv ont des bombes qui se dirigent d'elles-mêmes vers leur objectif.

(4) MIRV: Multiple Independently Targeted Re-entry Vehicle, véhicule (en fait missile) transportant plusieurs bombes nucléaires pouvant être indépendamment guidées sur des cibles distinctes.

Photo D.R.



Le «super-marché» des armes, Salon du Bourget 1977.

En fait
d'aide au Tiers-Monde,
les riches
l'aident surtout à s'armer.

LES ARMES : DIX FOIS L'AIDE AU TIERS-MONDE

Bien que le désarmement et le développement aient des finalités différentes, il n'est pas inutile de les considérer simultanément. Le lien principal qui les unit est l'argent, ou, plus exactement, les ressources que l'argent peut procurer.

désarmement et développement économique

Lorsqu'on les considère simultanément, il est évident qu'un écart spectaculaire sépare le volume des ressources

consacrées aux armements et l'aide officielle qui s'écoule vers les pays sous-développés. En 1976 on évalue à environ 330 milliards de dollars (soit environ 1600 milliards de francs NDLR) les ressources mondiales consacrées aux armements alors que l'Aide Officielle au développement (A.O.D.) était évaluée à environ 20 milliards.

En d'autres termes, les armements mondiaux absorbent chaque année des ressources supérieures à toute l'AOD distribuée au cours des 20 dernières années. L'énormité même de l'écart entre ces deux sommes nous invite à établir un lien entre elles.

Une réduction modeste

des dépenses militaires mondiales, insignifiante même du point de vue du désarmement, pourrait avoir un effet considérable sur le volume consacré à l'A.O.D.

On admet parfois que si les ressources économisées par le désarmement de pays industrialisés étaient allouées au Tiers-Monde, le problème de leur développement économique serait largement résolu, tout au moins à moyen ou à long terme.

Toutefois, on oublie souvent que certains pays sous-développés consacrent eux-mêmes aux activités militaires une part non négligeable et souvent rapidement croissante de leurs ressources.

En prix courants, les dépenses militaires de l'ensemble des pays sous-développés s'élevait à environ 50 milliards de dollars (environ 250 milliards de francs) en 1976, une somme qui est loin d'être négligeable.

l'utilisation militaire de l'espace

Le traité de l'Espace entré en vigueur en 1967 n'a pratiquement pas entravé l'utilisation militaire de l'espace: près de 75% des satellites lancés ont des applications militaires. Outre ceux lancés par les USA, l'URSS et l'OTAN, d'autres ont été lancés par la Chine, la France et la Grande-Bretagne. Les satellites militaires ont des missions de reconnaissance, de géodésie, de navigation, de télécommunications, d'alerte en cas d'attaque et de météorologie.

Les satellites jouent sans aucun doute un rôle appréciable pour la vérification des accords de limitation des armements du type SALT et leurs activités de reconnaissan-



Photo D.R.

ce peuvent contribuer à la sécurité internationale.

En 1977, par exemple, les satellites de reconnaissance, pourraient avoir confirmé les préparatifs d'un essai nucléaire en Afrique du Sud et repéré une zone du Zaïre utilisée par une compagnie privée de la RFA comme site de lancement de fusées.

Plus récemment, des satellites d'interception - destruction ont été testés et des méthodes de destruction des satellites sont en cours d'étude. Un accord sur la protection des satellites serait nécessaire pour éviter une guerre de l'espace, pour préserver la stabilité stratégique et pour vérifier l'application des traités de limitation des armements.

les missiles de croisière

Les missiles de croisière sont de petits avions sans pilotes propulsés par des moteurs à réaction. Ces missiles sont en fait des armes anciennes dont l'origine remonte aux V-1 allemands de la seconde guerre mondiale. Peu après la guerre, les USA et l'URSS entreprennent de

développer ces missiles dont toute une variété fut construite: Sol-Sol, Sol-Air et Air-Sol, tant pour les applications tactiques à courte portée que pour les applications stratégiques à longue distance.

Un certain nombre de progrès technologiques ont permis de relancer le développement des missiles de croisière, le plus important étant l'association des ordinateurs miniatures et des données précises sur les coordonnées de cibles potentielles

Pour les petits pays, ce vecteur de croisière représente le vecteur idéal des bombes nucléaires stratégiques. La plupart des pays industrialisés, et même certains pays du Tiers-Monde sont techniquement capables de fabriquer eux-mêmes ces missiles. Le fait que les missiles de croisière soient non seulement efficaces militairement, mais encore relativement bon marché les rend particulièrement intéressants au moment où le coût croissant des armements pourrait limiter les ambitions militaires de nombreux pays.

LE COMMERCE ET LA FABRICATION DES ARMES

L'un des aspects les plus inquiétants de l'utilisation des fonds militaires est l'achat d'armement à l'étranger. En fait, la dissémination mondiale des armements les plus modernes par le commerce international est peut-être aussi dangereuse à la sécurité mondiale que ne le sont la course aux armements soviéto-américaine et l'extension aux différents pays de la capacité de produire des armes nucléaires.

La plupart des nombreux conflits qui ont eu lieu depuis la seconde guerre mondiale se sont déroulés dans les pays du Tiers-Monde et la plupart des armes utilisées ont été acquises grâce au commerce des armes. Ce commerce a été multiplié par 5 au cours des treize dernières années et augmente au taux annuel de 15% depuis les années 70.

Aujourd'hui n'importe quel importateur capable d'en payer le prix peut trouver un fournisseur pour les armements les plus perfectionnés. Les missiles Sol-Sol tactiques comme les missiles Lance américains et Scud soviétiques susceptibles d'envoyer des bombes nucléaires à longue distance ont été vendus aux pays du Tiers-Monde. Les quatre principaux pourvoyeurs d'armements lourds au pays du Tiers-Monde sont les USA, l'URSS, la Grande Bretagne et la France qui ont fourni à eux seuls environ 90% de l'armement lourd au Tiers-Monde entre 1970 et 1977.

Par ailleurs, certains pays du Tiers-Monde commencent à fournir de l'armement lourd à d'autres pays du Tiers-

Monde. Bien que la valeur totale de cet armement vendu soit encore faible, le fait que ce commerce soit en expansion est un indice supplémentaire de la militarisation croissante de notre planète.

La vente des armes conventionnelles est difficile à restreindre. Ceci est dû en particulier aux intérêts politiques conflictuels des grandes puissances dans certaines régions et aux intérêts des alliés de ces grandes puissances. Bien qu'aucune négociation notable sur le contrôle du commerce international n'ait été entreprise (1) certains gouvernements fournisseurs d'armes redoutent les effets d'un tel commerce et certains pays importateurs ont éprouvé une dépendance désagréable vis-à-vis de leur pays fournisseur.

Un autre indice de la militarisation croissante du globe est le fait que de plus en plus de pays, en particulier du Tiers-Monde, fabriquent leur propre armement soit de leur propre conception, soit sous licence ou en coopération avec d'autres pays.

Le nombre croissant des pays fabriquant d'armes est peut-être encore plus inquiétant que le commerce lui-même bien que cet aspect soit moins spectaculaire. Après tout, si les armes n'étaient pas fabriquées, elles ne pourraient pas être vendues.

(1) Toutefois les USA et l'URSS ont créé un groupe de travail commun sur le commerce des armements classiques.



Photo D.R.

LA FRANCE

C'est pas seulement du Champagne et des parfums...



...C'est aussi une marchande de canons!

NOUVEAUX VISAGES DES IMPERIALISMES

Le N° 28 de la revue *Alternatives non violentes* est consacré aux relations internationales. Qui dit relations internationales, ne dit point coopération culturelle et artistique, encore moins agora universelle mais surtout, rapports de force, pactes militaires, trilatérale, courses aux armements et simulacres de désarmements... Au sommaire : *De Yalta à SALT 2*, les mutations des impérialismes depuis la seconde guerre mondiale. *Pour suivre la course*, au milieu des traités de désarmement et des contrats de vente d'armes, la France figure en bonne place. Un remarquable entretien avec Pierre Naville à propos de son dernier livre «La guerre de tous contre tous». *Défense populaire et luttes écologiques* par Paul Virilio : qu'est ce que la défense populaire? Dans quel lieu et dans quelles perspectives? *La stratégie trilatérale* ou comment les élites des démocraties néo-libérales réduisent «les effets pervers» engendrés par leur propre système. *Sortir de l'alliance atlantique* par Claude Bourdet, des extraits de «L'Europe truquée», un livre contre la politique des pactes militaires.

Sous développement et tiers-monde : pour une approche hétérodoxe. Signa- lions enfin : *Irlande : la paix par les femmes?* et *Italie : Terrorisme et stratégie non-violente*, deux sujets plus que jamais d'actualité.

ANV : BP 28 69341 Lyon cedex 2
Abonnement : 35 F par an.

L'Union Pacifiste de France, membre de l'Internationale des Résistants à la Guerre, demande à la session spéciale de l'O.N.U de prendre en considération la résolution suivante :
Les nations signataires du Pacte des Nations Unies s'engagent solennellement à respecter les frontières et l'indépendance économique des Etats qui s'engageraient dans le processus d'un désarmement unilatéral total, contrôlé par des observateurs de la Commission du Désarmement.

Paris le 23 avril 1978.

QUE FAIRE ?

N'ayant aucune confiance dans le ferme propos de désarmement de la session spéciale de l'ONU, «d'honnêtes citoyens» se réunissent à New-York pour étudier des stratégies de désobéissance.

Pétitions, lettres ouvertes, grèves de la faim...

tout cet arsenal militant

un peu éculé a-t-il encore quelque valeur aux yeux des gouvernants?

Nos lecteurs auront peut-être des idées plus percutantes.

Le 23 mai dernier s'est ouvert à New-York la session spéciale des Nations Unies consacrée au désarmement. Pour la première fois depuis que l'O.N.U. existe, l'Assemblée Générale sera consacrée uniquement aux problèmes de la paix et du désarmement. On peut toujours rêver : l'hypocrisie n'a jamais été considérée comme une tare chez les politiciens.

Depuis quelques mois les groupes pacifistes anglo-saxons auxquels se sont jointes des organisations européennes et japonaises préparent une véritable session parallèle. Cette session marginale risque bien d'être la seule où l'on parlera réellement de désarmement. Elle se tiendra du 25 au 29 mai à New-York.

La conférence sera précédée, le 27 mai, d'une marche et d'un rassemblement dans les rues de New-York.

Depuis octobre 77, un centre de coordination s'est consacré à la préparation de cette conférence. Situé à Londres, il a pris le nom de «Mobilisation Internationale pour la Survie».

Les groupes pacifistes et non violents réunis à New-York espèrent bien profiter de l'intérêt que la presse internationale manifesterait pour la session spéciale des Nations Unies. Avec un peu de chance, on parlera aussi de «Stratégie pour le Désarmement».

De plus, ce sera pour tous les groupes pacifistes luttant contre la fabrication et le commerce des armes l'occasion de discuter et mettre au point des programmes d'action concrets garantissant notamment l'application des mesures prises par la session spéciale des Nations Unies.

Il y aura donc peu de discours théoriques, mais des séries de discussions toutes orientées vers une véritable stratégie de paix : comment agir sur le plan national; les problèmes des pays non alignés (représentés à la conférence); le renforcement des liens entre les groupes luttant contre les armes nucléaires et ceux luttant contre l'énergie nucléaire; la reconversion de l'industrie des armes...

Sean Mac Bride a été invité à prononcer le discours de clôture.

«Mobilisation Internationale pour la Survie» demande à tous ceux qui se sentent concernés par la recherche de la paix et par l'arrêt de la course aux armements de se joindre à son action. Un des slogans proposés souligne bien l'hypocrisie de la session spéciale des Nations Unies : «Pendant que nous parlons de paix, nous vendons des armes».

Exemple frappant de cette hypocrisie, l'attitude du gouvernement britan-

nique: le Premier Ministre anglais, Monsieur Callaghan et le Ministre des Affaires Etrangères, David Owen assisteront à la session spéciale où ils «chercheront à limiter les stocks d'armes conventionnelles». Au même moment, le Ministre de la Défense du même gouvernement inaugurerà à Aldershot une des plus grandes foires aux armes du monde.

Tous les deux ans en effet le ministère de la défense organise une exposition de l'équipement militaire britannique. Cette année, elle aura lieu du 19 au 23 juin, c'est à dire précisément pendant la session spéciale sur le désarmement. En 1976, les représentants militaires de 58 pays ont fait leur marché de mort parmi les productions de 125 firmes britanniques apparemment

aussi innocentes qu'EMI (fabriquant de disques) ou British Leyland (constructeur d'autobus).

Il n'est pas trop tard pour soutenir l'action des délégués pacifistes à New-York. Les syndicats, les universités, les églises, offrent certainement des possibilités que chacun peut utiliser: posters, jeûnes spectaculaires, pétitions adressées au Pré-

sident de la République... Tout doit être employé.

Vous êtes cordialement invités à adresser des télégrammes de soutien aux mouvements pacifistes rassemblés à New-York.

Strategy for Disarmement Office: 777 UN Plaza Room 110
New-York
BP: New-York 10017
Tel: (212) 682 13 45

Christiane Ellis

Photo D.R.



CAYATTE ET LA BONNE CONSCIENCE

Avec le sens de l'opportunité commerciale qui le caractérise (il «sortait» une mauvaise action sous forme de navet à la sauce Girardot il y a tout juste un an au moment de l'affaire Patrick Henri, navet dans lequel une mère de famille faisait justice elle-même évitant ainsi de poser le problème de la peine de mort) le cinéaste Cayatte propose en ce moment sur les écrans un film consacré aux méchantes ventes d'armes et à ces grands bêtas de militants pacifistes.

Le scénario, vite fait: un éminent biologiste, actif militant pacifiste (ça vous rappelle quelqu'un?) bêtement caricaturé par un François Perrier très en deçà du talent dont il lui a quelque fois été donné de faire preuve, reçoit au cours d'un congrès en Italie des documents explosifs. Il s'agit de photos prouvant (comme si des photos, avec la possibilité du trucage, avaient jamais prouvé quelque chose!) qu'un membre du gouvernement s'est déplacé pour vendre des armes à l'armée dissidente d'une nation africaine légitime à laquelle par ailleurs et très officiellement le gouvernement français vend des armes. Comme qui dirait le Zaire, quoi! Trafic, ça s'appelle. Et c'est vilain, très vilain ça. Propos évident de Cayatte: les ventes d'armes, ça va, rien à dire, c'est un commerce comme un autre faisant

suite à une production honorable. Ce qui est répréhensible, c'est de faire du commerce malhonnête en mangeant à tous les râteliers à la fois.

Bon, notre ami biolo rentre en France non sans avoir laissé un double de son dossier à sa collègue et grande amie Monica Vitti pas militante pour deux ronds mais ça n'empêche pas les sentiments. Il raconte bien à tout le monde, et par téléphone, le contenu de sa sacoche avant de se rendre à la réunion d'une association en laquelle le public averti reconnaît (rien qu'aux hochements de tête de notre Thérèse Collet présente en chair et en os mais sans la parole au milieu des acteurs et dont on se demande ce qu'elle est venue cautionner dans cette galère) l'estimable Union Pacifiste de France. En route, accident de voiture provoqué, serviette subtilisée... Propos de Cayatte: ce sont de grands enfants, ces militants!

Deuxième acte, la belle italienne entre en scène. Je vous passe les détails. Futée (elle a compris que son pote n'était pas mort d'accident naturel) mais pas maligne (pas édifiée par l'expérience du copain, elle passe elle aussi son temps au téléphone et en réunions publiques, sa petite sacoche sous le bras et rentre toute seule à son hôtel après avoir annoncé qu'elle foutrait le

feu au gouvernement français le lendemain au cours d'une conférence de presse!) elle tombera dès l'aurore dans les rêts de la police secrète pour être finalement assassinée par la CIA. Propos de Cayatte: même une chouette nana au grand cœur comme la belle Monica ne fait pas le poids devant la raison d'Etat et ses pouvoirs; braves gens, n'allez pas vous mêler de ces choses, c'est dangereux.

Certains esprits naïfs se demandent comment il se fait que ce film n'ait pas été censuré. C'est pourtant évident: il n'apprend rien de nouveau (la France trafiquant d'armes, ce n'est une révélation pour personne); il caricature tant les personnages que les méchants provoqueront plus le rire que l'indignation (comme dans les pires policiers de troisième série, le haut fonctionnaire mouillé dans l'affaire vient raconter tous ses crimes à sa victime avant de la faire exécuter, c'est d'un plausible!); enfin, il démobilise complètement, donnant bonne conscience à l'immobilisme: y'a rien à faire «ils» sont plus forts que nous...

Cayatte d'un film à l'autre, malgré ses prétentions, ce n'est jamais que du «Nous Deux» à la sauce actualo-politique. Ne vaut pas le dérangement.

Isabelle Cabut

GARE AUX MOLAIRES

J'arrivais Dimanche 7 Mai à la Foire de Valence, la tête pleine de soleil, (j'allais voir du matériel solaire). A l'entrée j'ai été très surpris par le Comité d'accueil: des Vigiles en casquette et costume avec des chiens «policiers» (bergers allemands, doberman). Conversation aigre-douce avec les-dits vigiles furieux de mon intervention. Des tracts sont distribués, ce sont des couvertures du Point (titrant: Cambriolages, Le Temps Des Voyous): la mise en condition en somme. Puis voyant que ces gens-là tiennent un stand «Protection Canine». Jouons sur les mots, faut pas se gêner. Il faudrait savoir si cette pratique se généralise au cours de manifestations commerciales.

Notons que dans le coin les gens commencent à s'habituer à ce genre d'accueil: chantiers nucléaires d'Eurodif/Tricastin, Cruas/Meyse... Signalons aussi que la nouvelle municipalité socialiste, et son Maire, le nouveau député de la circonscription cautionnent pour le moins ce genre d'exhibitions. On aurait pu s'attendre à autre chose... Sans compter bien entendu, les majorettes dans tous les coins, et le stand des parachutistes. C'est beau, la France qui marche (au pas) et même qui vole (bas).

Yves Sabatier. Montélimar. Survie et Environnement

A PROPOS DES NOUVEAUX TARIFS SNCF

Le gouvernement et la direction de la SNCF, obnubilés par la «rentabilité» du service public ont donc augmenté les tarifs de 15%. Puis on s'aperçoit que certains services augmentent en réalité de 25%... Mais il y a mieux: vélos et bagages accompagnés. Pour transporter son vélo sur plus de 100km, il en coûtait 7,50F au voyageur, désormais: 12F, soit 60% d'augmentation, pour moins de 100km, on passe de 4,10F à 12F, soit plus de 192%.

En ce qui concerne les groupes, colonies de vacances, voyages d'enfants ou même famille, les bagages pesés en groupe (ou les vélos) accompagnent quasi gratuitement les usagers et c'était très bien. Maintenant, quelle que soit la distance, ce sera 12F par vélo ou colis de moins de 30kg.

Débarquer du train au Croisic et parcourir les marais salants à vélo, c'était une belle manière de démontrer l'inutilité de la «rocade» (auto-routière) de La Baule. Sortir d'une agglomération en train pour une promenade cycliste en famille était une possibilité peu connue, mais réelle: cela reviendrait désormais à 96F rien que pour le transport de quatre bicyclettes...

SNCF, encore un effort pour décourager l'usager de prendre le train! Ou plutôt refouler sur route -13 000 morts par an dont beaucoup d'enfants-familles, groupes, colonies... et place aux voyageurs sans bagages... ou avec attaché-case et automobiles, le choix est malheureusement clair...

Dominique de Ruy
7 bis, avenue Guillon
44 000 Nantes

MARÉE NOIRE : DE L'EFFICACITÉ DU BOYCOTT

TROIS heures de plaidoiries variées pour première chambre de la Cour d'Appel de Paris, mardi 16 mai: on rejugeait l'ordonnance de référé rendue à Paris le 5 avril dernier, interdisant à l'Union Fédérale des Consommateurs («Que choisir?») de poursuivre le boycott de la Shell, et la condamnant à payer 10000 F à la Shell Française à titre provisionnel.

Nous reviendrons en détail sur ces débats lorsque la Cour rendra son arrêt, le 13 juin prochain. Notons simplement que le soutien à l'UFC s'est élargi: la Confédération Syndicale du Cadre de Vie, Force Ouvrière-Consommateurs, la Fédération Française des Familles, l'Union Féminine Civile et Sociale avaient choisi, comme les Amis de la Terre, la voie de l'intervention à l'audience pour affirmer la solidarité de la quasi totalité des consommateurs (seule la Confédération Syndicale des Familles ne s'est pas manifestée à ma connaissance - pourquoi?) Et la pile de communiqués de soutien variés s'est alourdie, avec ceux de la puissante Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, de la sage Société

Nationale de Protection de la Nature, du CREPAN, de la FRAPNA, de l'AJEPNE, de Combat-Nature, de Jeunes et Nature, sans oublier les CLISACT, Paris Ecologie, SOS Environnement et autres Ecologie et Féminisme...

Un élément du débat tout de même vaut la peine d'être immédiatement rapporté: l'affirmation par M^e Loyrette, avocat de la Shell Française, de l'efficacité du boycott, donnant l'exemple du premier week-end d'Avril: un sondage dans trois stations aurait montré une baisse de 10% des ventes. Une moyenne sur un mois indiquerait une chute de 0,5% du marché français, soit sans doute quelques pour cent du marché tenu par la Shell. Pendant qu'on y est, profitons en pour démentir que le boycott ne touche que les détaillants. C'est certes vrai pour, en gros, les «petites stations» Shell, tenues par leur propriétaire et qui s'approvisionnent en essence, super et gaz-oil aussi bien auprès d'autres Compagnies, selon l'organisation de la distribution. Mais c'est inexact pour les «grosses stations», tenues par des gérants et bel et bien approvisionnées par la Shell. Autrement dit: boycottez les

grandes stations, les petites c'est inutile. Par contre, pensez aux filiales. Butagaz, par exemple...

M^e Loyrette nous a fait l'honneur de nous citer devant la Cour d'Appel, histoire de montrer que malgré l'interdiction faite à l'UFC, des appels au boycott continuent. En effet, cher Maître, en effet... Mais n'y voyez pas de, comme vous dites, malice: le boycott de la Shell, bien que beaucoup éprouvent quelque difficultés à le comprendre d'emblée, constitue une menace qui concerne toutes les compagnies pétrolières... et nous ne mesurerons en définitive sa réelle efficacité qu'au regard des mesures de prévention qu'elles prendront... peut-être!

Cédric

P.S. - Le téléphone sonnait ce soir à France Inter pour Monsieur d'Ornano. Une dame de Toulon lui demande si les mesures prises pour protéger la Bretagne après la marée noire en cours, seront appliquées en Méditerranée. D'Ornano s'étonne (non sans raison): «Mais, Madame... quelles mesures?»...

OCCUPATION D'UNE FERME SUR LE PLATEAU DU LARZAC

Mardi 16 mai, 2 familles, dont 6 enfants, sont venues s'installer sur les 306 ha de la ferme du Benefire à Saucières au sud-est du plateau du Larzac. Benefire est une des sept fermes acquises par la SAFER pour reclasser les paysans qui seront éventuellement expropriés dans le cadre de l'extension du camp militaire. C'est avec le soutien des syndicats agricoles locaux (FDSEA, De Saucières, Nant, La Couvertoirade, St. Jean de Bruel) et l'appui total de la population voisine que les nouveaux occupants ont pris possession de se domaine in-exploité depuis cinq ans. De

nombreux paysans du Larzac, réaffirmant leur volonté de ne pas quitter ces lieux qu'ils cultivent actuellement, sont venus apporter leur caution à cette action de squattage. Ils jugent intolérable le gel des terres par la SAFER alors que de nombreux jeunes agriculteurs cherchent vainement des terres pour s'installer. Quelques heures après le début de l'occupation, une dizaine de tracteurs ont emmené 2 ha d'orge. La vie reprend dans cette commune du sud de l'Aveyron et nous souhaitons qu'il en soit ainsi dans bien d'autres endroits.

Les Occupants de la Ferme du Benefire

DE LA GUERRE SOCIALE

La vieille lutte des classes est toujours là.
Les terroristes ne se battent plus avec les mots.
Mais qu'y a-t-il au bout du fusil ?

QU'EST-CE qu'un terroriste ? Le terroriste est celui qui attaque violemment l'ordre existant. Chaque ordre existant a ses terroristes, puisque les lois de la nature ne permettent pas qu'un ordre soit définitivement figé dans la stabilité. L'ordre définitivement figé, c'est la mort. Les lois de la nature et celles de la société (faite d'êtres naturels, modifiés culturel) exigent donc qu'un ordre ne soit jamais éternel, mais toujours remis en question, ne serait-ce que par l'émergence des nouvelles générations. Ainsi approche-t-on le douloureux champ de bataille de la guerre sociale.

Les dominants, gardiens de l'ordre social qui leur est profitable, ne peuvent pas asseoir leur domination de manière définitive. A peine ont-ils émasculé les velléités révolutionnaires d'une génération que voici la suivante poussant à la roue du changement, contestant, jetant des pavés ou mitraillant les notables. L'ordre social est donc une tapisserie de Pénélope, jamais achevée, toujours recommencée. Toutes les dominances (terme que l'on préférera à celui, trop restreint de capitalistes, ou de bureaucrates, ou de technocrates), toutes les dominances ont leurs terroristes. Les démocraties ont leurs brigades rouges, leurs Fraction Armée Rouge, (Italie, Allemagne, Japon), les fascismes ont leurs guérilleros (Amérique du Sud), les pseudo-socialismes ont leurs dissidents (Pays de l'Est). Tous ces terrorismes sont liés par une constatation commune : l'opposition légale a fait son temps (Europe) ou est rendue physiquement impossible par l'armée d'en face (Amérique du Sud). Il faut donc passer à la phase concrète et armée de la guerre sociale.

De même que la dominance est de toujours, permanence historique, le terrorisme n'est pas tombé de la dernière pluie. De la Commune de Paris à la Révolution d'Octobre, les insurrections armées, réussies ou non, jalonnent notre histoire, comme on dit dans les livres d'histoire. Les derniers terroristes français en date sont les maquis de

là libération, lors de l'occupation nazie et pétainiste. Ces terroristes-là ayant gagné leur guerre, avec l'appui extérieur des Américains, ne sont plus ces terroristes. On les nomme gaullistes ou communistes. S'ils avaient perdu, ils seraient toujours des terroristes. Cet exemple historique prouve le côté aléatoire des définitions, et devrait inciter les journalistes qui incendient les Brigades Rouges ou les Bandes à Baader à plus de circonspection. Entre De Gaulle et Baader il n'y eut en somme que la réussite des armes, pas davantage. (Là, je suis dur pour Baader).

Comme leurs adversaires les dominants, les terroristes sont seuls. Ce sont deux élites restreintes qui se combattent, et qui raisonnent un peu de la même façon : nous sommes les plus aptes à éclairer la voix du salut aux masses enténébrées. Mais les dominants ont avec eux un atout fantastique : l'appareil d'Etat, ses lois, ses serviteurs. Ils ont contre eux la volonté supposée des masses à l'émancipation, cette révolte sourde qui ne les laisse jamais vivre en paix. Comme son nom l'indique la masse, objet de tous les désirs, est un élément inerte, qui ne bouge qu'en de rares occasions, et toujours quand on lui en a donné l'ordre (guerres) ou le désir (révolution). En fait, la masse est assez décevante. Tout le monde veut faire son bonheur, les gauchistes surtout, curés jamais défroqués, mais la masse laisse venir, se mouille rarement. Dans la France de 41, il y avait deux ultra-minorités, les résistants et les collabos, et la masse attendait de voir le vent tourner, quêtant la patate, ventre en avant, plutôt portée sur la ravitailleuse que sur la mitrailleuse. Pourquoi se mouillerait-elle cette masse planquée, puisqu'elle sait par expérience qu'elle sera toujours gouvernée ?

Le contrôle des masses, nerf de la guerre sociale, est assuré par l'appareil d'Etat. La forme la plus sophistiquée de contrôle s'appelle la démocratie parlementaire. Tous les régimes tendent d'ailleurs à se rapprocher de ce modèle luxueux. Mais à St Domingue, la semaine



photo Xavier Lambours



photo Arnaud Bauman

Révolutionnaires dépeçant un bureaucrate

dernière, le fascisme battu aux élections a interrompu le scrutin, manu militari, rétablissant l'ordre suprême des armées, «derniers remparts de la démocratie» (Galley RPR). On veut bien faire semblant de se démocratiser, mais faut pas que ces cons nous prennent au mot... Les pays sans élections sont les pays frustrés où l'armée fait le bonheur des masses soumises et tue les insoumis. Dans ces pays, la majorité de la planète, l'armée joue un rôle dissuasif : montrer sa force pour n'avoir pas à s'en servir. L'armée parade (URSS), se rend utile (Chine), ou conquiert des marchés extérieurs pour entretenir le chauvinisme patriotique. La masse travaille ou crève de faim.

En démocratie, l'armée, moins visible, tente de s'intégrer dans la population. Le rôle répressif de l'armée est tenu par les forces de sécurité, gendarmes et CRS. L'armée se montre en cas de crise (Mai 58, Mai 68). Le contrôle de la masse est plus aisé, grâce aux raffinements de la civilisation hérités de l'histoire. L'Etat s'infiltré partout, de la maternelle à l'hospice et sous couvert de l'assistance sociale détruit l'autonomie du citoyen. Il suffit de lui assurer une éducation décervelante (école), un travail-servitude, des loisirs-migrations réguliers, et la parade ludique de la démocratie (élections-débats télévisés, etc...). Le citoyen est ainsi maintenu en état de survie. On lui donne le spectacle de son pouvoir, pour une apparence de vie. Les appareils dominants de l'opposition servent de soupape de sécurité, donnant l'illusion d'un changement possible. Aux Etats-Unis comme en Angleterre, comme dans toutes les démocraties, c'est évidemment la même chose, sauf en cas de présence d'un parti communiste, celui-ci jouant un rôle d'épouvantail qu'agite la droite (Italie, Portugal, France).

La mansuétude des dominants actuels, qui ne tuent qu'en dernière extrémité (Malville), ne fut pas toujours ce qu'elle est. Les révoltes des paysans au Moyen-Age, des ouvriers au 19ème, furent réprimées dans le sang. Aujourd'hui, on ne tue plus de la même façon : on endort. C'est la seringue sociale du père Caillavet. On apprend la soumission, on montre l'inanité de toute insurrection, on encadre si bien l'espace-temps que toute fuite, même dans l'imaginaire, devient impossible. S'il n'y a pas guerre sociale fracassante en France, ce n'est pas faute de combattants, c'est parce que les champs de bataille sont insonorisés. Comme sur les matelas Epeda multi-spires, on peut s'y entretenir sans réveiller le voisin. L'Etat fournit les somnifères : consommation de drogues psycho-tropes, happenings culturels de masse (télé-foot), congés payés salvateurs, consensus social («On n'est pas si pires»), références perpétuelles à la grande, obscure et impitoyable guérilla économique mondiale qui, si l'on s'arrête de bosser, nous rabaissera au rang du Biafra. Avec Pierre Bellemare le citoyen joue à gagner trois sous de plus, avec Trigano il est un bon sauvage dépayé, et le charmant Poivre d'Arvor éteint les lumières avec une douceur mortelle. Dormez en paix. L'Etat veille.

L'heure est venue où, franchement, faire la révolution contre des gens si polis deviendra de la dernière vulgarité. Incongru. Et pourtant la guerre sociale continue et continuera toujours. Même déguisée en Fatalité, la mort demeure dans les usines et sur les autoroutes. Même travesti en administrateur, en gestionnaire, le dominant reste celui qui décide de la vie des autres et le prive d'un droit élémentaire, le droit à l'autonomie. Même maquillée en crise

économique, la crise reste celle de la production et, en dernière analyse, du sens du travail humain. L'Iran détient en ce domaine le record de l'absurdité : il épuise son sous-sol pétrolier pour acheter des centrales nucléaires alors que les Iraniens «ne savent même pas construire un carburateur de bagnole» (interview lue quelque part). Mais que dire de l'Occident qui ne sait plus vendre que des armes à un monde sur-armé ?

L'apparition du terrorisme en Europe, simple revers du terrorisme d'Etat, est liée à une constatation de pur bon sens : le chemin électoral vers le pouvoir est une impasse. Toute condamnation morale du terrorisme ne peut venir que de la droite. Après tout, ce sont ses hommes qui reçoivent les balles. Quant à l'évaluation logistique de l'efficacité du terrorisme, sans doute vaut-il mieux attendre pour juger...encore que les premiers résultats semblent plutôt renforcer l'Etat que le disqualifier, même en Italie. Les révolutionnaires de salon, style «Rouge» ou «libé», feraient mieux de réserver leurs émois au terrorisme d'Etat et d'encourager les formes non-violentes de résistance, au lieu de joindre leurs cris à ceux du «Figaro». Laissez la morale aux bourgeois et cultivez la logique ! Après tout, si des gens ne se contentent pas de gratifications littéraires et de manifestations indignées, c'est leur droit. Ils ont même le droit à l'erreur. C'est tout dire !

Cette erreur, elle saute aux yeux : mitrailler un salaud ne fait pas disparaître la fonction de salaud. Ces individus se reproduisent, savez-vous, pas comme des lapins mais suffisamment pour épuiser tous les tirailleurs révolutionnaires. Le but de ce terrorisme ne peut donc être que psychologique : dissuader le salaud de continuer à exploiter les foules. C'est un pari. On peut préférer une autre méthode : rendre inutile la fonction de salaud, en échappant à la sphère de ses activités néfastes. C'est un peu le but de la dissidence écologique, dans sa forme politisée. On reproche souvent aux écologistes, du moins à certaines de leurs familles, d'ignorer les leçons cruelles de la lutte des classes. Il est vrai que l'évangile de la classe ouvrière - et son martyrologue - ne sont pas parmi les lectures favorites des écologistes. Faut-il en déduire qu'ils ne sont pas «révolutionnaires» ? Et qu'est-ce qui est révolutionnaire ?

Davantage que ceux qui s'auto-proclament révolutionnaires, il me semble au contraire que les écologistes se sont heurtés sur le terrain aux nouvelles dominances : les grands corps d'Etat, comme EDF, la CEA, l'armée ou l'aménagement du territoire. En s'attaquant à la technocratie plutôt qu'au patronat, aux multinationales plutôt qu'aux petits chefs, les écologistes sont à l'avant-garde des mouvements de dissidences, mais ils ne croient pas être une élite avant-gardiste dont le phare léniniste éclairera les foules égarées. Ils regardent simplement où sont les dominances du futur, ils voient se fossiliser les sociétés figées par la Raison d'Etat, et monter les murs du meilleur des mondes rationnel.

Et cette vision est plus effrayante que la maigreur du SMIC ! Seulement voilà : elle est moins démagogique.

Arthur

A lire, une étude théorique intéressante sur l'Etat et sur la misère du féminisme dans le numéro 2 de la «Guerre Sociale», 2 rue Wurtz, 75013 Paris. Une revue intelligente qui dégrasse bien le linge de vos cellules grises.



JEAN CAILLON

Dans le meilleur des cas, ils frappent, dans le pire, ils tirent...

Bernard Alix a 22 ans mais plus toutes ses dents. L'incident eut lieu le dimanche 7 mai, tard dans la nuit à quelques kilomètres de La Clayette, devant les portes du restaurant «Le Ranch», tenu par Franco, un Italien accueillant et débonnaire, lieu de rencontre de toute la jeunesse locale en mal de divertissements. C'est spontanément qu'il est venu au canard nous porter son témoignage :

«Dimanche, je me suis rendu à Dyo, au restaurant Franco en compagnie d'un camarade. Là, j'ai eu un ennui avec le voisin de Franco parce que nous nous étions garés devant sa porte. Après quelques explications orales, nous nous sommes garés un peu plus loin. C'est alors qu'un autre véhicule est venu stationner au même endroit et la scène recommença. Nouvelle dispute entre le chauffeur du deuxième véhicule et le voisin de Franco qui décida de téléphoner aux gendarmes pour mettre un terme à l'entretien. Une fois sur place, ces derniers me demandèrent de circuler, ce que je fis immédiatement. Je suis donc allé déjeuner avec mon camarade tandis qu'entre-temps quelqu'un lança un pavé dans la vitre du voisin. En fin de repas, je suis sorti pour chercher des cigarettes dans la voiture de mon ami et là, les flics m'ont cerné afin de

savoir qui était l'auteur de la vitre brisée. J'ai répondu être étranger à cette histoire, l'un d'eux me gifla, un autre me braqua une torche sur les yeux et j'encaissai bientôt une série de coups de poing (munis de menottes) qui me brisèrent plusieurs dents. Les flics me tirèrent ensuite derrière le restaurant afin de m'administrer une nouvelle séance de coups de pied et de poing. C'est l'intervention du brigadier («ça va, il est assez arrangé comme ça !») qui mit un terme à ce traitement spécial. Ils m'ont alors conduit évanoui à la gendarmerie de La Clayette et je suis revenu à moi dans une cellule. Souffrant de maux de tête et diverses douleurs sur tout le corps, j'ai frappé à la porte de ma cellule. Un gendarme est venu m'ouvrir pour me cogner une nouvelle fois au visage, refermant la porte de ma cellule en m'injuriant...».

A la gendarmerie de La Clayette, on prétend que Bernard, ivre ce soir-là (il le reconnaît lui-même) s'est blessé en tombant accidentellement sur la mâchoire. Rengaine dont on commence à soupçonner chaque fois qu'il faut expliquer une bavure policière. Les faits ne sont pourtant pas nouveaux. Dernièrement, un jeune de 18 ans avait lui aussi subi des violences dans les locaux de cette gendarmerie, à la suite d'un accident

de moto n'ayant causé aucun préjudice contre un autre véhicule. Seulement voilà, Dominique vivait à cette époque au jour le jour, sans domicile fixe, ce qui évidemment dérangeait ces messieurs de la maréchaussée qui semble-t-il cognent sans hésiter des que l'ordre des choses leur paraît perturbé. Dominique partage momentanément notre existence mais il semble que cela ne suffise pas puisque les gendarmes n'hésitent pas à le réquisitionner en pleine rue et cela en dehors de toute légalité afin de le mener dans leurs locaux, toujours sous couvert de prétextes futiles.

Des interventions arbitraires de ce genre, on en dénombre en pagaille. C'est ainsi qu'il n'est pas rare le samedi soir de voir embusquée sournoisement une estafette de gendarmerie du côté de Mussy-sous-Dun, afin de contrôler l'identité des passagers de véhicules se rendant deux kilomètres plus loin passer la soirée dans une boîte de nuit tenue par des marginaux bien sympathiques «L'As de Pique».

Manière efficace de casser une clientèle, procédé surprenant de la part d'un organisme d'Etat qui s'acharne à rythmer les loisirs d'une jeunesse rurale au coucher d'un soleil trop terne.

Mandrin

SOLEIL NOIR

L'Université Claude Bernard, à Lyon, «ouvrait ses portes» au solaire, le 19 mai. Hélas, hélas, le soleil est désormais une affaire qui marche ! Pauvres écolos !

...Sur tract accordéon quadrichromique et affiches grandes comme ça... Vous sautez sur votre cheval et vous y allez... Nous aussi ! Du soleil dans les yeux, dans la tête, sur un matin gris.

Bing ! Premier round, bombages « no future » sur blocs de béton, la marée grise a déferlé, il y a longtemps déjà, flippe pas comme ça Berthe... Kultur boycott... Il fait froid...

Un capteur fait le trottoir, radiateur peint en noir derrière sa plaque de verre dans baignoire stratifiée, sa pompe tenue en laisse par un fil malvillesque... EDF contre thermo-siphon, un panneau de photopiles s'emmerde à l'ombre d'un pilier, un distillateur solaire voudrait cuver son eau, mais... le soleil n'entre plus dans les facs... Nostalgie soixantehuitarde...

Jeux de piste sur les traces d'une énergie qui pousse ses premiers balbutiements artisanaux. Les flèches jaunes propulsent notre avidité d'information vers la bibliothèque et sa cravate ambulante, Entrée métropolitaine, avec vigile robotisée.



Bing ! Deuxième round. Nous sommes arrivés trop tôt, les crédits crépitent au Zaïre, au Tchad, au Liban, les rayons sont vides... Le Sauvage trône solitaire sur plaquage vernis... Le Chili chante doucement sa révolte sur platine ITT...

En sortant à gauche, gigantesque jeu de marelle sur dalles de béton, à l'ombre des portes closes, la traversée des catacombes anthropologiques, br... Là-bas, au fond du couloir, un soleil de papier nous fait un clin d'œil dragueur... « Sous le soleil la science », un prof étale sa dernière réunion à Paris, nous vante le rapport « Haltère »... égo et Millault... (souriez), le soleil de l'an 2050 avec niveau de vie-mort du Tiers-Monde incorporé, touche pas à la croissance, coco ! Sauvés par le gong, on se barre... la rage au ventre, hurlant à la récupération. Il fait toujours gris.

« Soleil, je t'aime, à bas le travail ». Nostalgie soixante... ouais, bon, ça va. Allez, au boulot, solarisés du monde entier unissez-vous... nostal...

Claire, Denis
François, Nénuphar

Amis de la terre

ÇA, C'EST PARIS !

Comment concilier autonomie des groupes locaux et structure nationale? Paris sera-t-il toujours Paris, c'est à dire le lieu d'où, spectaculairement, tout part et tout brille? Les Amis de la Terre présenteront-ils (ou soutiendront-ils) une liste lors des prochaines élections européennes? Tels sont les thèmes majeurs dont ont discuté une soixantaine de délégués, représentant environ 25 groupes Amis de la Terre, lors de la dernière réunion du Réseau qui s'est tenue, tradition oblige, dans un château des environs de Besançon ce week-end de Pentecôte.

Durant trois jours, l'essentiel du débat a porté sur l'organisation régionale du Réseau des Amis de la Terre (RAT). Et, d'entrée de jeu, il a encore une fois été question de Paris, de certaines des dernières interventions de ce groupe que les médias ont un peu trop tendance à prendre pour le tout du Réseau. Mais que l'on ne méprenne pas. Point de combats acerbes. Pas trop de procès d'intentions. Le cœur du débat était bien le renforcement de la structure régionale (et non la condamnation sans retour des militants parisiens). Un renforcement qui seul peut permettre à l'ensemble des groupes Amis de la Terre de devenir partie prenante d'un Réseau qui ne soit plus seulement assemblage de groupes disparates, mais coordination et mémoire collective d'une structure nationale qui, tout en respectant l'originalité de chacun, n'en constitue pas moins une réalité spécifique de la «sensibilité» écologique. Et, de ce point de vue, la réunion de ce week-end a été extrêmement positive, décidant en particulier de la mise en place d'une vingtaine de «délégués régionaux», mandatés par l'assemblée gé-

nérale pour mettre en œuvre les décisions qui y auront été prises, mais aussi pouvant consulter suffisamment rapidement les groupes afin de pouvoir trancher les urgences qui peuvent se présenter entre deux réunions nationales. Dans le même ordre d'idées, le rôle de l'Agence de Services (117, avenue de Choisy 75013 Paris) a été défini comme fondamental pour la vie du réseau (son «irrigation») et sa «décapitalisation».

Il a, bien évidemment, été question des élections européennes. Sur ce point, un assez large consensus s'est dégagé pour le non-soutien (et donc à fortiori la non-présentation) à une éventuelle liste écologique lors de cette consultation. Non que tous les problèmes aient été précisément analysés, mais l'échec que représente la campagne menée par les écologistes lors des législatives ne donnait guère envie aux groupes présents de se relancer dans un processus qui, non contrôlé, affaiblit le mouvement en le divisant plus qu'il ne participe à sa promotion. Mais rien n'est encore définitivement décidé, et une assemblée générale extraordinaire, en septembre, tranchera la question après examen des problèmes que posent aussi bien une participation qu'une non-participation à ces élections.

Il s'agit surtout de dégager le temps et l'énergie nécessaires pour réinvestir les terrains où l'écologie est à son aise (agriculture, énergie, transports, etc), et favoriser une convergence véritable, non pas accords d'appareils mais rencontres authentiques entre mouvements sociaux. Souci dont la soirée organisée avec Jeaningros de Lip témoignait. Mais nous en reparlerons...

Cédric et Marc

les circauds

Week-end coop bio, les 27 et 28 mai :
Week-end plantes, les 27 et 28 mai :
Week-end rayonnements ionisants les 10 et 11 juin :
Week-end danses folk les 24 et 25 juin :
Les 7, 8, 9 juillet, rencontre N + 1 :
Du 10 au 14, rencontre femmes :
Du 17 au 31 juillet, «rencontre enfants/adultes» :
Du 21 au 10 août, alternatives :
Les 12, 13, 14 et 15 août, folk, rencontre entre musiciens :
Du 24 au 31 août, à nouveau rencontre «enfants/adultes».



Pour vous inscrire, téléphonez au : 16 (85) 25.82.89 ou mieux encore, écrivez-nous :

« Centre de Rencontres des Circauds »
Oyé 71610 St Julien de Civry

Vous serez hébergés aux « Circauds d'en haut ». Le prix de journée (qui ne doit pas être un obstacle à votre venue) est de 30 F. 50 F le week-end.

librairie

Le Guide du Militant Denis Langlois.....12,50F	Technique de la non-violence Lanza del Vasto.....11,00F
Survivre à Seveso Scientifiques, Militants, Journalistes italiens.....25,00F	Ghandi et la non-violence Suzanne Lassier.....14,00F
Bien naître Michel Odent.....27,00F	Les Quatre fléaux Lanza del Vasto (2vol).....27,00F
Pour une naissance sans violence F. Leboyer.....25,00F	La force d'aimer Martin Luther King.....25,00F
L'héritage J.M. Muller (CNV 1977).....4,00F	Creys-Malville, le dernier mot Conseil Général de l'Isère.....30,00F
Aspects techniques, écologique, économique et politique de l'énergie nucléaire Y. Le Hénaff.....8,00F	Le porte Képi Jean Paul Lambert.....42,00F
Armements mondiaux la menace nucléaire S.I.P.R.I.....5,00F	La deuxième porte à gauche Amis de la Terre du Nord.....4,00F
Les grévistes de la guerre Jean Toulat.....25,00F	L'évangile de la non-violence J.M. Muller.....39,00F
Les trafics d'armes de la France C.L.I.C.A.N.....20,00F	L'escroquerie nucléaire Cousteau (4 pages).....0,50F
La France militarisée Brachet, Pons, Tachon.....11,00F	Armée ou défense civile non-violente CNV 75.....6,00F
La bombe ou la vie Jean Toulat.....25,00F	La justice militaire TFPA Metz.....4,00F
Soumission à l'autorité Stanley Milgram.....35,00F	Y'en a plus pour longtemps Fournier.....40,00F
César Chavez, un combat non-violent J.M. Muller.....48,00F	Enveloppes Larzac15F les 100

Toutes les commandes sont à adresser à :
GO/CNV (service librairie) BP 26 71800
La Clayette.
Participation aux frais d'envoi selon possibilités.

abonnez-vous

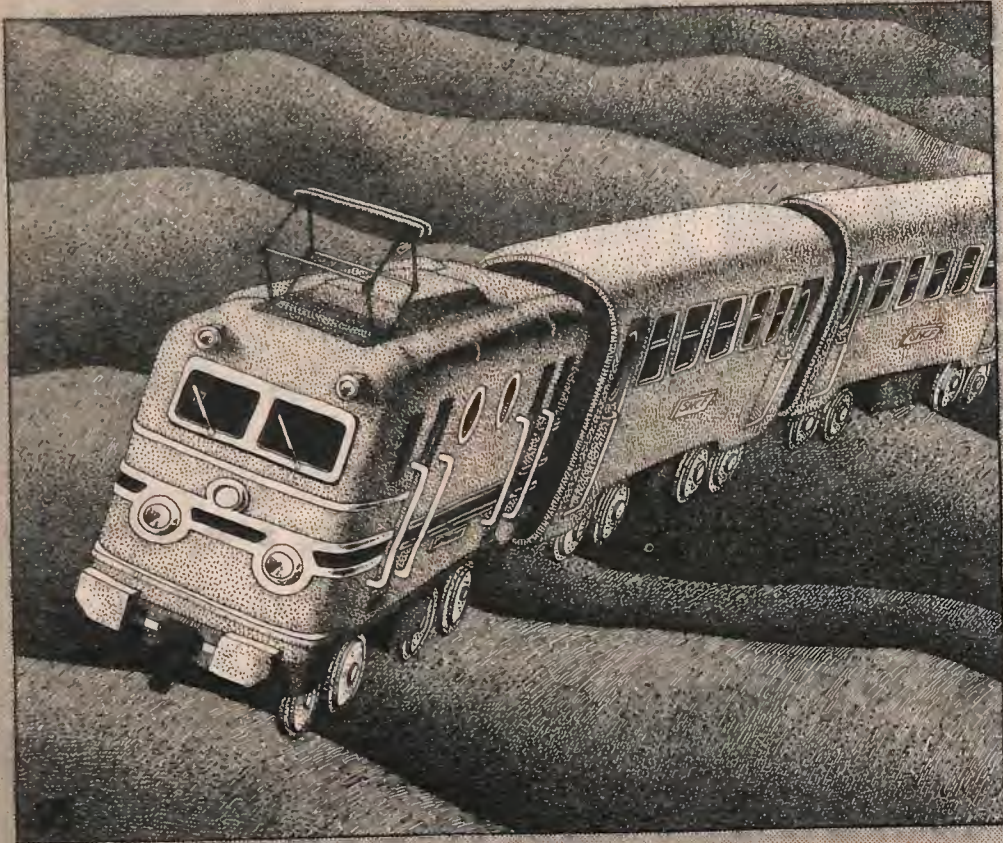
170 à 250 F selon vos revenus.
180 F minimum pour l'étranger.
150 F collectivités.
75 F cas sociaux patentés, chômeurs
objecteurs, insoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre
de : Editions Patatras
BP 26. 71 800 La Clayette.

(écrire en capitales)

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE

A lire dans le train en attendant le tunnel



■ Pour cultiver son champ

A l'occasion de la rencontre sur l'agriculture biologique organisée par Larzac-Université populaire en février dernier, nous avons apprécié la qualité d'un ouvrage donnant les principes scientifiques de la production agricole et permettant de juger les différentes techniques de culture. Nous voulons alors, partager cette information avec ceux qui se soucient d'une connaissance plus rationnelle de l'agriculture.

L'agriculture souffre en effet d'un manque de rigueur dans les informations colportées, et la remise en cause de la production végétale indus-

truelle s'appuie trop souvent sur des «on dit» invérifiables. Utilisons donc ce livre attrayant, relativement simple, bien illustré, clair qui ne s'appuie que sur des certitudes acquises.

Il s'agit de : «Les bases de la production végétale» Tome 1 «Le sol» par Dominique Soltner, à commander pour 55,50 F à Sciences et Techniques Agricoles Le Clos Lorelle 49 570 Ste-Gemmes-sur-Loire.

On découvre tout au long des 450 pages que la seule agriculture logique, rationnelle, scientifique explicable est... l'agriculture biologique. On s'en doutait, mais c'est récon-

fortant de le voir expliquer dans un ouvrage d'enseignement agricole.

Bien sûr, le revers de cette approche rationnelle est qu'on ne trouve rien sur l'influence de la lune ou des méthodes biodynamiques, ou sur la transmutation biologique des éléments. On est là au cœur de l'incertitude. Par contre on s'aperçoit que l'agriculture biologique n'est pas exactement l'agriculture traditionnelle. Que ce soit pour la fenaison, le compost de fumier, le travail du sol ou autres, on peut tirer un meilleur parti des possibilités naturelles de la vie agricole.

Annie et Pierre Péguin

■ Livres d'enfants tout simples...beaux et pas chers

Si vous connaissez pas encore les magnifiques dessins tendres et riens de Marie Fougère et sa copine Bédé, dépêchez-vous de vous procurer «Le camion» (de Marie), histoire de gosses qui rêvent d'un camion qui les emmènera vers un monde merveilleux loin de l'école et «Pomme» (de Bédé) qui joue avec les bouts de tissus et les boîtes de bouton de son grand père le tailleur.

Et quand vous les offrirez à vos gamins, pour leur raconter l'histoire s'ils ne savent pas lire, et pour qu'ils les colorient, vous n'arriverez pas à savoir laquelle, de Bédé ou de Marie, les aura les plus enchantées et ravies. Dites-leur alors que Bédé et Marie vivent là-bas, au loin, dans la montagne Béarnaise, avec Mazio et Jean-Marc avec qui elles fabriquent des livres plus beaux les uns que les autres, certains mystérieux, en un seul exemplaire, peint ou écrit à la main.

Et puis, elles font aussi des confitures ou des tartes pour Manu et Aulne, leurs gamins qui ressemblent tant aux vôtres

et qui habitent chacun dans une maison pleine de recoins bizarres, de chiffons et de couleurs.

Dans la même série, vous trouverez aussi «La tignasse de Tignoche» (de Marie Faucher, 8 F), une histoire d'eau en Provence, «Trois petits contes d'Yvan Pommaux (9F les trois), «poèmes en clé de scie pour les enfants en cage» (7F), recueil composé par Christian Poslaniec de poèmes écrits avec des enfants d'école primaire, et pour ceux qui sont plus âgés, «Rappelle-toi, petit», de Henri Guillemin (8F) : le coup d'Etat de Napoléon raconté aux enfants.

A paraître : «dentelles pour une petite fille» de Marie Fougère et «Bestiaires et comptines» textes catalans et français de Jean Morer.

Chaque livre est... à commander (avec 15% de plus pour le port) aux Editions D'Utopie, 64260 Lys.

De la même veine d'inspiration que les livres précédents : «Histoire de Julie qui avait une ombre de garçon» (12F plus 3F port) paru dans la collection «Les livres du sou-

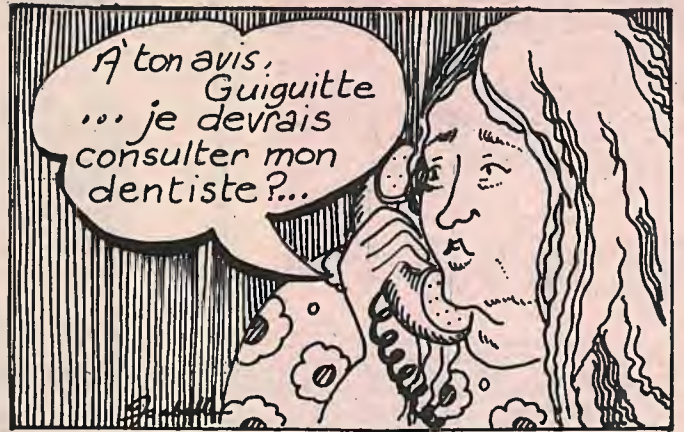
rire qui mord», animée par le «Collectif pour un Autre Merveilleux» : eux aussi montrent que la poésie enfantine n'est pas forcément lénifiante (enseignements : IMMEDIA BP 8 75521 Paris cedex 11). Vous trouverez une bonne présentation de ce collectif dans le tome 2 du Catalogue des Ressources, chapitre «éducation», celui-ci présente plusieurs collections de livres d'enfants, malheureusement presque tous bien plus chers que ceux des Editions d'Utopie. A la suite de ce Catalogue, les Editions Alternatives et Parallèles ont eu l'excellente idée de publier un livre d'enfant original, «Le jouet perpétuel», conçu par Basile de Koch et dessiné par Jessie Fiske et Théo Reuvers : tout un livre bourrés d'idées et plans pour construire nous-mêmes nos jouets (oui nous, aussi bien que nos enfants) : tout y est : masques, jeux de plein air, jeu de l'oie, marionnettes, diabolos, pantins, découpages, cerf-volant etc... (commande : 32F plus 15% port à la Librairie Alternative 51 rue St Honoré, 75001 Paris).

Régis Pluchet

■ KATE MILLET: UNE HAS BEEN?

Etre femme et écrire officiellement en tant que telle n'est pas une condition suffisante, hélas, pour faire de bonne littérature ni même de bons sentiments. J'en veux pour exemple la *Vénus Erotica* de l'ineffable et regrettée Anaïs Nin (Stock) d'un érotisme vénaal tout ce qu'il y a de conventionnel dont on se demande s'il aurait excité grand-père, ou bien le *Les femmes préfèrent les femmes*, d'Elula

nettement plus discret : personne ne vous oblige à lire. Kate Millet a eu le mérite, dans la pudibonde Amérique, au milieu de l'ambiance course au mari, d'énoncer des idées claires et circonstanciées sur le besoin d'émancipation des femmes en général et des homosexuelles en particulier. C'était *La politique du mâle*, ouvrage de référence. Déjà, dans *En vol*, son précédent roman, le côté brûlot faisait



Perrin, dans lequel la célèbre tenancière du non moins célèbre «Katmandou» fait preuve d'un degré de mépris pour ses partenaires amoureuses auquel peu d'hommes oseraient atteindre.

Faisons l'honneur à Kate Millet de la placer, tant pour le fond que pour la forme, nettement au-dessus des deux auteurs précédents. Et pourtant... Nous en avons toutes, de ces copines qui, interminablement, au téléphone (de préférence à l'heure du repas tandis que le soufflé retombe dans l'assiette ou que la graisse des côtelettes se fige tristement), nous font part, sans omettre un détail, des heurs et malheurs de leurs torren-tueuses amours. *Sita*, c'est ça, mais par écrit, ce qui est

largement place à la complaisance. Dans *Sita*, on sombre quasiment dans la guimauve larmoyante sans que la perspective homosexuelle apporte quoi que ce soit d'original à cet exposé de la lamentable fin d'un amour, tournant comme bien des amours en eau de boudin après avoir atteint les cristallins sommets de la passion.

Par ses prises de position courageuses, Kate Millet, en Amérique, c'est certainement quelqu'un d'éminemment respectable. Pour une lectrice française de *La Gueule Ouverte*, je crains qu'elle ne fasse un peu figure de mémère.

Isabelle Cabut

SITA
Roman de Kate Millet
Stock, 400 pages.

■ FOLLE A LIER

C'est en Amérique aussi, ce haut lieu de la civilisation occidentale, que se situe ce récit. Et si l'on a parfois envie d'en interrompre le cours, ce n'est pas par ennui mais par lâcheté devant l'insoutenable. Dans ses moments de plus grande lucidité, une malade mentale a décidé de faire entendre qu'elle se prenait pour Shakespeare, ce qui lui a permis d'obtenir, faveurs suprême, papier et crayon. Alors, avec minutie, avec délicatesse, avec amour pour ses pareilles les folles, elle a noté. Le désespoir. La camisole. Les électrochocs. Les chocs chimiques. Le maintien prolongé entre des draps mouillés. Les douches. Les insultes. L'incompétence du personnel. La peur. L'horreur quotidienne d'un hôpital psychiatrique au XX^e siècle.

L'Occident civilisé sait se débarrasser de ses problèmes (déviant, fous, criminels) en les marginalisant, en les cachant, en les faisant disparaître. Prisons et hôpitaux psychiatriques procèdent de la même logique, de la même impuissance aussi bien à guérir, ce qui est leur but officiel, qu'à intégrer les différences, ce qui serait l'idéal d'une société non sclérosée dans un névrotique besoin de sécurité collective.

Folle entre les folles, un témoignage à lire et à s'efforcer de ne pas oublier.

Isabelle Cabut

FOLLE ENTRE LES FOLLES
Récit de Lara Jefferson
Des Femmes, 247 pages.

211 SOMMAIRE

Paul Blanquart, de retour d'Italie nous livre le résultat de ses entretiens avec Marco Pannella du Parti Radical et Enrico Deaglio, directeur de la revue «Lotta Continua». P. 3, 4 et 5

Des nouvelles du nucléaire Malville, Eurodif-Tricastin Flamanville, et le projet du réservoir Aube destiné au refroidissement de la centrale de Nogent sur Seine P. 6 et 7

Le dossier de cette semaine : Le point sur le désarmement P.9 à 12

La guerre sociale, à lire absolument P. 14 et 15

Et comme chaque semaine la revue de presse P.8, les infos P. 13, des notes de lecture P. 19, le terrain P. 16 et 17, le courrier des lecteurs P.2...

DIFFUSION

On ne vous le répètera jamais assez. Vous pouvez nous aider en diffusant le journal sur les marchés, à la porte des entreprises, des lycées, des collèges et des facs, à l'entrée des cinémas, des salles de concert et de bal. Sur 5F, 2F vous reviennent. Si vous êtes intéressé, écrivez à Marc Thivolle, Go-Cnv, BP 26, 71800 La Clayette.

LA GUEULE OUVERTE

Administration
BP 26
71800 La Clayette
Téléphone : (85) 28 00 24

Télex : ECOPOLE 801630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public Télex PTT, il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour, avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous le mettions sur bande perforée). Pour toutes informations de dernière minute, vous pouvez téléphoner ou télécopier jusqu'au dimanche soir minuit.

SARL Editions Patratras au capital de 2100F

Abonnements :
170F à 250F selon vos revenus,
180F minimum pour l'étranger,
150F pour les collectivités,
75F pour cas sociaux, patentés, chômeurs,
objecteurs, insoumis, taulards.
Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
Les Editions Patratras
BP 26
71800 La Clayette

Changement d'adresse :
Joindre la dernière bande d'envoi et 2F en timbres.

C'est partout le bruit des bottes
c'est partout l'ordre en kaki
En Espagne, on vous garrotte
on vous étripe au Chili

Jean Ferrat.

LA CHASSE EST OUVERTE

On parle beaucoup -et avec raison- des dissidents soviétiques. Mais l'Europe a ses dissidents de toujours: les anarchistes. Il n'y fait pas bon avouer ne reconnaître «ni Dieu, ni maître», et y agir, dans le respect des personnes humaines, dans la joie et la santé imaginative. Voilà pourquoi la chasse aux anars continue, avec le silence complice des gazettes «de gauche».



Fais pas bon être anar par les temps qui courent. «Soupçonnés» de trafic d'armes et d'explosifs parcequ'ils avaient hébergé des libertaires fuyant le régime franquiste Bernard Pensiôt et Victor Simal sont entrain de goûter les joies de la nouvelle démocratie espagnole.

Tombés entre les pattes de la Guardia Civil ils ont eu droit, lors de leur arrestation, à un échantillon complet du savoir faire de ces Messieurs: les coups portés avec des gants de boxe puis des matraques métalliques pour commencer; la «bolsa» -la bourse- (1) pour continuer; le supplice de la roue pour terminer. Un soldat, complètement bourré, s'est amusé avec l'un des prisonniers. Ayant délicatement posé le canon de son revolver sur sa tempe, il a commencé à faire joujou avec le percuteur en tenant des propos rassurants: «Personne ne sait que tu es là, on peut te pendre ou te tirer une balle dans la tête et jeter ton corps. Les gens conclueront à un règlement de compte.»

Finalement, Pensiôt et Simal ont été incarcérés à la prison Modelo de Barcelone. Sans chef d'inculpation bien sûr. A moins que l'on considère comme tel un tissu de mensonges arrachés sous la torture. Ça fait quatre mois qu'ils attendent qu'on daigne un peu s'occuper de leur affaire: «Notre seul tort, et nous le revendiquons, c'est d'avoir hébergé des militants anarchistes

réfugiés à Perpignan sous le franquisme et de les avoir aidés à supporter le mieux possible leur exil» ont-ils déclaré. «Il est évident que des amitiés se sont nouées entre nous mais cela n'implique nullement notre collaboration à une lutte que ces réfugiés pensent devoir mener en fonction des conditions qui sont les leurs. Est-ce un crime que de connaître des anarchistes espagnols?».

Il semblerait que oui. (2)

A Bordeaux, c'est à coup de rasoirs que les fachos du coin s'occupent de tout ce qui fleurit un peu le libertaire. Dans la semaine du 20 au 28 avril, des membres de la Fédération Anarchiste ont reçu des lettres de menace signées A.A.A. (du nom de cette organisation argentine d'extrême droite spécialisée dans les crimes politiques). Sergio Utgeroyo, un musicien local, a même eu droit à un régime de faveur: on lui promettait le traitement infligé au chanteur chilien Victor Jara: les deux poignets coupés à la hache pour lui apprendre à jouer de la guitare. Le but de ces menaces: tenter d'empêcher la tenue d'un meeting d'information sur la situation politique en Argentine dans le cadre de la campagne pour le boycott de la Coupe du Monde de football. Le 25 avril, l'appartement d'un militant anarchiste bordelais est saccagé par un commando qui se retire après avoir foutu le feu. Le lendemain les flics procèdent à une vaste opération de police.

Devinez où ?

Dans les milieux anars bien entendu. «On» les avait prévenus par téléphone qu'ils trouveraient des explosifs.

Choux blanc sur toute la ligne, mais peu importe, ce genre d'opération permet de ficher les «individus douteux». Au même moment la brigade anti gang (mazette) arrêtait le comité antinucléaire de St Foy. Motif: un magasin de pompes funèbres de Libourne avait été attaqué !

La veille du fameux meeting (qui devait finalement se dérouler le plus calmement du monde), nouveau coup de main des fachos qui tombent à bras raccourcis sur un anar: coups de poings, coups de pied dans le ventre, brûlures de cigarettes et coups de rasoir sur le visage... Rebelote le 13 mai. Cette fois ci c'est un membre du COBA (Comité d'organisation du boycott de l'Argentine) qui se retrouve lacéré par les coups de rasoir.

La police se perd en conjonctures...

Patrick Destruhaut n'est pas anar. Du moins à ma connaissance. Par contre il est insoumis total et pour les cerveaux reptiliens ça se range dans la même boîte.

Vendredi dernier son comité de soutien est entré, comme il en avait parfaitement le droit, dans la salle d'audience du Tribunal Permanent des Forces Armées de Bordeaux afin de remettre au Président une pétition réclamant sa libération. Trois minutes plus tard, tout le monde était expulsé manu militari. Motif: refus de se lever lorsque le Tribunal a rendu son jugement. Parce qu'en plus il faudrait qu'on les aime !

Pas de public, pas d'avocats non plus, les crapules peuvent continuer à «juger» tranquillement.

Dans l'après midi, les huit grévistes de la faim qui jeûnaient depuis trois semaines pour soutenir Patrick ont cessé leur action. Ils ont été remplacés par sept petits nouveaux. Cinq personnes de la région ont, par ailleurs, renvoyé leur livret par solidarité envers Patrick. Celui-ci est toujours détenu à l'hôpital militaire de Lille. Quand vous lirez cet article il en sera à son 31 ou 32ème jour de grève de la faim. (3)

C'est partout le bruit des bottes,
c'est partout l'ordre en kaki...

Jean-Louis Soulié

(1) La «bolsa» consiste à enfermer la tête du supplicié dans un sac... ce qui provoque très rapidement l'asphyxie.

(2) Pour soutenir B.Pensiôt et V.Simal: Comité anti-répression, 17 bis rue Paulin Testory 66000 Perpignan.

B.Pensiôt et V. Simal, Carcel de hombres Modelo. Apartado de Correo 20 Barcelona Espana.

(3) Comité de soutien à P.Destruhaut: 47 rue de la Devisse 33 Bordeaux.

Patrick Destruhaut: Hôpital militaire Scrive 59000 Lille.

Et n'oubliez pas d'envoyer vos lettres de protestation à: M. Cochar, directeur de la gendarmerie et de la justice militaire 35 rue Saint Didier 75016 Paris.